



Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 66 - Décembre 2019

OVR a 30 ans – Mémoire et Histoire

La « mémoire » et l' « Histoire » sont des réalités fort complexes qui constituent, chacune, un monde en soi. Mais lorsqu'elles sont mises en relation l'une avec l'autre, elles forment un couple très difficile à appréhender et à gérer. De par leurs complexités spécifiques, elles constituent même un couple fort ambivalent, et leurs relations ne sont pas toujours des plus sereines. On peut les interpréter de façon diverse car les nombreux éléments distincts compris par chacune de ces réalités peuvent être en interaction très différente, selon le contenu émotionnel et l'analyse faite par les uns et les autres.

Mémoire individuelle et/ou mémoire collective ? *Devoir* de mémoire et/ou *droit* de mémoire, droit à la mémoire ? Histoire perçue individuellement, et fatalement subjective, ou Histoire officielle à transmettre aux générations suivantes, qui se veut objective ou, en tous cas, qui est présentée comme telle. Les interprétations sont loin d'être univoques...

Sommaire

- Edito

OVR a 30 ans – Mémoire et Histoire

- La mémoire d'OVR au Musée du Mémorial de Sighet

Faits et documents

- Association Nendaz-Gherla

1999-2019 : 20 ans du Pacte d'amitié

- Une expérience unique et une aventure humaine

Une classe découvre la Roumanie

- In Memoriam

. Violeta Barbu, Roumanie

. Pierre Lebacq, Belgique

- Nouvelles de Roumanie

Textes : Mmes & MM. Elodie CONSTANTIN, Fundația Academia Civică, Pascal PRAZ, Hubert ROSSEL

Photos : Pierre LEBACQ, Pascal PRAZ, Hubert ROSSEL, Association Gherla-Nendaz, accompagnants Institut Don Bosco, Primăria Gherla, Analele Sighet 10_Dezactivate_Analele Sighet 10 Anii 1973-1989 image (7), <http://www.memorialsighet.ro/>, <https://revista22.ro/opinii/armand-gosu/>, <https://revista22.ro/opinii/ion-vianu/>, <http://www.route-voyages.com/>

Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

Pour la Roumanie, cette année 2019, qui remémore les 30 ans des épisodes de 1989, est, toute entière, imbibée de ces différentes visions des réalités passées (et même présentes!), de ces points de vue et de ces courants de pensée. Qu'il s'agisse des 30 ans d'OVR et des circonstances qui ont prévalu à sa fondation ou des événements de 1989 qui ont conduit à la chute du régime communiste dans le pays, tout est sujet à interprétation et l'« objectivité » des uns n'est pas celle des autres. Cette « réalité » perçue de façon multiple engendre aussi des tensions dans la gestion de la société roumaine, que ce soit au point de vue sociétal ou au point de vue politique. La population est de plus en plus consciente de cette réalité et n'accepte plus de se laisser imposer des diktats, par qui que ce soit.

La quasi totalité de ce numéro est consacrée à la relation du binôme « mémoire » et « Histoire », tant pour les éléments du passé récent que pour l'évolution actuelle du pays. Quelle est l'implication et l'influence réelle jouée par la *Fundația Academia Civică* dans son désir de (faire) retrouver une mémoire collective à la société roumaine post-communiste ? Quelle est l'importance du *Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance* – et du Musée du Mémorial de Sighet – comme réappropriation d'un patrimoine (le *devoir* de mémoire) encore dénié par certains (le *droit* à la mémoire) dans le pays ? Pourquoi vouloir créer un Musée des horreurs du communisme au Palais du Parlement ? Comment la « Révolution » de 1989 est-elle perçue avec un recul de 30 ans ? Comment ses différents épisodes sont-ils vécus maintenant par ceux qui les ont subis ou qui en ont été les protagonistes ?

Le couple « mémoire » et « Histoire » est aussi au centre de la décision prise récemment par l'Etat roumain de rapatrier la dépouille de la Reine Mère Hélène de Roumanie. Le président Klaus Iohannis, n'a pas hésité à parler d'un « acte de réparation historique » pour qualifier le retour au pays de la mère du roi Michel Ier, qui avait dû quitter la Roumanie à l'abdication forcée de son fils après la Deuxième Guerre mondiale.

La mémoire historique d'un pays est ce qu'il y a de plus précieux pour pouvoir en assurer la continuité.

Hubert ROSSEL

La mémoire d'OVR au Musée du Mémorial de Sighet

Faits et documents

Voilà une année que nous analysons les différentes conditions qui ont progressivement conduit à la fondation de l'OVR : tout d'abord, les documents roumains à la base de la création du mouvement et les raisons de la réaction occidentale ; ensuite, l'analyse faite depuis la Roumanie, par le regard de l'Institut IICMER (*Institutul de Investigare a Crimelor Comunismului și Memoria Exilului Românesc*, l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain). Nous terminons, dans ce numéro, en portant notre regard sur ce que l'Histoire de la Roumanie a retenu d'OVR, dans le principal musée qui a répertorié les points forts de la période communiste et de ceux qui s'y sont opposés : le musée du Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance (*Memorialul Victimelor Comunismului și al Rezistenței*), à Sighetu Marmației (MM).

Après avoir présenté l'importance de ce « Musée du Mémorial », comme réappropriation d'un patrimoine encore souvent dénié par certains, ainsi que l'enjeu de la mémoire du communisme dans la Roumanie actuelle, nous retiendrons les points essentiels présentés par le Mémorial de Sighet à propos de 3 personnes qui ont joué un rôle capital dans la création du mouvement OVR : Doina Cornea et Mihnea Berindei, au plan international, et Ion Vianu, pour ce qui touche OVR-Suisse.

La confrontation de la mémoire des faits historiques – la grande Histoire – avec celle des institutions et des organisations de la société civile qui y sont intimement liées – dont la nôtre – montre l'implication irréversible des deux mémoires. Elle mettra un point final à cette année de réflexions sur le passé d'OVR, car, tout comme cette période communiste fait partie du patrimoine de la Roumanie, même si elle est encore considérée comme interdite par certains, l'épisode OVR – qui est loin d'être fini, même s'il se manifeste sous une forme différente – fait aussi partie du patrimoine de la Roumanie. Et sa spécificité apparaîtra certainement de façon plus évidente avec le temps.

1.- Le « Musée du Mémorial » remis dans son contexte

Le *Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance* n'est pas inconnu de nos lecteurs, car nous en avons parlé l'année passée, lors d'un article sur Ana Blandiana⁽¹⁾. Car c'est bien cette poétesse et essayiste engagée qui a joué un rôle civique important en étant, avec son mari, Romulus Rusan, aujourd'hui décédé, parmi les tout premiers membres fondateurs de l'Académie Civique (*Fundația Academia Civică*). Cette ONG roumaine vise à créer un cadre pour permettre de donner une voix à tous ceux qui ont été opprimés par le système communiste et qui n'ont jamais eu la possibilité, le courage ou l'occasion de s'exprimer sur cette période.

La création du *Mémorial des Victimes* est une réaction contre le but poursuivi par le communisme roumain : l'écrasement de la personnalité individuelle et de la liberté d'expression. Le *Mémorial* veut créer les conditions les meilleures possibles pour permettre de retrouver une mémoire collective, qu'on avait voulu supprimer, et de favoriser l'expression d'une histoire orale. La

(1) ROSSEL Vera, « Ana Blandiana. Poésie-Engagement-Mémoire », *Le Réseau*, N° 63, pp. 19-21, surtout la page 20.

quête des éléments de ce passé communiste se passe sur deux plans complémentaires : le Centre International d'Etudes sur le Communisme (*Centrul Internațional de Studii asupra Comunismului*), basé à Bucarest, et le « Musée du Mémorial » de Sighet (*Muzeul Memorial Sighet*) ; il y a donc une section vivante qui recueille les documents oraux, organise des rencontres avec les survivants de cette période, et gère un centre de recherche et de publication, doublée d'une section matérielle, qui recueille des documents de toute nature – objets, lettres, livres, journaux, etc. – qui peuvent être présentés dans un musée.

Le Centre d'études, fondé par Romulus Rusan en 1993, a favorisé de nombreux débats sur des sujets qui n'avaient pratiquement jamais été abordés, par le biais de colloques, forums, tables rondes et autres séminaires internationaux. Il a aussi recueilli des milliers d'heures d'enregistrements de témoignages et de récits, autant de documents d'une « histoire orale » qu'il faut traiter d'une façon professionnelle et scientifique, de la façon la plus objective possible. Mais la prospection de ce terrain nouveau d'investigations provoque aussi de nom-

breuses réactions de remise en question – voire d'opposition ou d'hostilité – dès lors que l'on fait appel à la mémoire des individus et qu'on présente leur contenu comme des documents historiques. Certains ont de la peine à accepter que des documents de source orale puissent être acceptés comme de réels « documents » historiques, vu les conditions de transmission et de fiabilité. L'éternelle ambiguïté entre la mémoire orale et l'Histoire.

Mais, à ce groupe de personnes qui émettent des doutes pour des questions de forme, relatives à la méthodologie historique, s'y ajoutent d'autres qui s'opposent à la démarche pour des questions de fond, de contenus d'ordre idéologique.

Une analyse sociologique, financée par le ministère roumain de la Recherche et de l'Innovation, tend à démontrer que l'entreprise mémorielle de Sighet n'est ni indifférente socialement, ni neutre politiquement. « Elle n'est pas le fait d'une ouverture "naturelle" de la société roumaine à la rhétorique des valeurs démocratiques », mais bien plutôt « le résultat de la rencontre entre un discours mémoriel et un projet politique qui se valident réciproquement » (2).

Cette évidence s'explique par le fait que le patrimoine du pays est encore bien souvent surveillé, voire manipulé, par ceux qui détiennent tout ou partie du pouvoir politique. Le professeur Alexandre Herlea n'a pas hésité à affirmer ce que beaucoup de Roumains pensent tout bas : « La mémoire et la justice sont intimement liées et les anciens communistes et leurs héritiers font tout pour empêcher cette dernière d'agir dans le respect de l'éthique et de la morale. Ce qui se passe aujourd'hui en Roumanie à ce propos, notamment le combat mené pour renforcer leur mainmise sur la justice, est révélateur » (3).

Pour s'en convaincre, il suffit de voir l'évolution cahotique de la politique politicienne du pays depuis des années, la volonté affichée par certains de vouloir protéger les anciens détenteurs du pouvoir communiste, les oppositions systématiques au

(2) CONSTANTIN Anemona, « Le Mémorial de Sighet, entre "devoir de mémoire" et contraintes de l'histoire: Analyse sociologique d'une réussite improbable », *Studia Politica : Romanian Political Science Review*, 18(3), 2018, pp. 507-543 (p. 530 pour la citation). Disponible en ligne : <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-60116-5>. (Consulté le 14 août 2019)

mouvement de lustration du pays, par le blanchiment et l'amnistie des politiciens pour les actions antérieures, les manifestations régulières de la société civile du pays contre tout ce qui conduit à l'amnésie du passé et à la corruption actuelle. L'acharnement montré par une partie de la classe politique contre l'action menée par Laura Codruța Kövesi, à la tête de la Direction nationale anticorruption (DNA) du pays, est particulièrement révélateur de cet état d'esprit.

Toute l'agitation actuelle de la société roumaine a été formulée par Romulus Rusan, disant « que les Roumains ont gagné leur *liberté* en décembre '89 et qu'ils attendent de retrouver aussi, une fois reçus dans le monde libre, la *vérité* » (4).

L'idée de la création du « Musée du Mémorial » s'inscrit dans cette optique et date aussi de 1993, lorsque la Fondation de l'Académie Civile a repris les ruines de l'ancienne prison pour en faire un lieu de mémoire. Romulus Rusan en devint le premier directeur et, à son décès en décembre 2016, c'est Ana Blandiana, son épouse, qui lui succéda. C'est elle aussi qui présenta le projet-cadre au Conseil de l'Europe et le fit accepter. L'ancienne prison est ainsi devenue le premier mémorial au monde consacré aux victimes du communisme. Le 1er mars 2018, le Mémorial a reçu le Label « Patrimoine européen » accordé par la Commission européenne.

Chaque cellule de l'ancienne prison a été transformée en une salle du musée, articulée autour d'un thème spécifique d'opposition au communisme et de résistance au pouvoir en place de l'époque. Trois salles prennent un relief particulier dans l'optique qui est la nôtre dans cet article : la salle 75, sur « les démolitions des années '80 » ; la salle 77, sur « les opposants et les dissidents durant les décennies '80 et '90 » ; la salle 80, sur « la liberté par la voie des ondes ».

(3) HERLEA Alexandre, « Un patrimoine encore interdit ? L'enjeu de la mémoire du communisme en Roumanie aujourd'hui à travers le "Mémorial Sighet" ». Conférence présentée au colloque intitulé : « Géopolitique, conflits et patrimoine », organisé à l'Université « Jean Monnet » de St. Etienne, les 11-12 décembre 2017, p. 3. Disponible en ligne : [Muzeul Sighet al-herlea-conference-un-patrimoine-encore-interdit-univ-st-etienne-dec-2017.pdf](https://www.muzeul-sighet.ro/wp-content/uploads/2019/05/muzeu_etaj2_75_77_77.jpg). (Consulté le 20 août 2019)

(4) Rapporté par HERLEA Alexandre, *op. cit.*, pp. 6-7. Les deux mots mis en italique sont notre fait.



http://www.memorialsighet.ro/wp-content/uploads/2019/05/muzeu_etaj2_75_75-260x169.jpg



http://www.memorialsighet.ro/wp-content/uploads/2019/05/muzeu_etaj2_77_77.jpg



http://www.memorialsighet.ro/wp-content/uploads/2019/05/muzeu_etaj2_80_80.jpg

Les salles 75, « Les démolitions des années '80 », 77, « Opposants et dissidents durant les décennies '80 et '90 » et 80, « La liberté par la voie des ondes » du Musée du Mémorial à Sighet

La destruction du patrimoine historique et culturel sous la période Ceaușescu a été présentée à de nombreuses reprises pour ne pas devoir être développée ici. C'est elle qui est à la base de la réaction des membres fondateurs de ce qui deviendra le mouvement Opération Villages Roumains.

Les opposants et les dissidents se retrouvent pratiquement tous dans la mouvance de Paul Goma et de son mouvement de protestation contre le régime communiste. Il s'est inspiré de la « Charte 77 » de Tchécoslovaquie pour la défense des Droits de l'Homme dans son pays et a pratiquement été à la base de ce mouvement d'opposition pour tenter d'améliorer la situation sociale, économique et politique en Roumanie. Des figures telles que Doina Cornea et Mihnea Berindei en sont de parfaits exemples, l'une à l'intérieur du pays, l'autre à l'extérieur.

Tous ont utilisé les ondes radiophoniques pour faire connaître à l'Ouest la réalité de cette dissidence et cette opposition, par l'utilisation, en retour, des *media* qui apportaient aux Roumains une information sur ce qui se passait réellement dans leur pays et pallier le manque d'information interne, expressément voulue par la *Securitate*.

En faisant une recherche sur le site du « Musée du Mémorial » pour voir comment le mouvement OVR était perçu par la Fondation *Academia Civică* et comment il apparaissait dans le « Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance »,

2.- Doina Cornea, le refus de rester indifférent

Doina Cornea a probablement été l'une des dissidentes les plus connues des Occidentaux. Nous en avons déjà parlé à plusieurs reprises et les différentes formes de son engagement ne sont plus un secret pour personne. Comme professeur de français, elle s'est surtout préoccupée de dessiller les yeux de ses étudiants – puis des intellectuels – pour leur faire prendre conscience de la réalité de la situation du pays.

À côté des nombreuses sources d'information sur ses engagements, un recueil a paru en mai 2005, dans la collection « Histoire orale » du Centre International d'Etudes sur le Communisme, rapportant les faits et gestes de toute une série d'opposants et de dissidents des années '70 et '80. Ils se sont retrouvés, à l'occasion de l'anniversaire du quart de siècle du mouvement de contestation de Paul Goma, pour débattre du vécu de leurs propres expériences, de leurs actions communes ou individuelles, et tenter de faire la part des choses entre leurs succès et leurs défaites. L'enregistrement de ces débats a été publié sous le titre *Cei care au spus NU* (Ceux qui ont dit NON) (5). Des extraits de l'enregistrement des propos de Doina Cornea sont repris ci-après (6).

(5) RUSAN Romulus (ed.), *Cei care au spus NU*, Colecție « Istorie orală », Nr. 7, Fundația Academia Civică, București, 2005.

(6) Texte roumain disponible en ligne: <http://www.memorialsighet.ro/cei-care-au-spus-nu-doina-cornea-4/>. (Traduction : Hubert Rosset)



<http://www.memorialsighet.ro/page/1/?s=Op%C3%A9ration+Villages+Roumains>

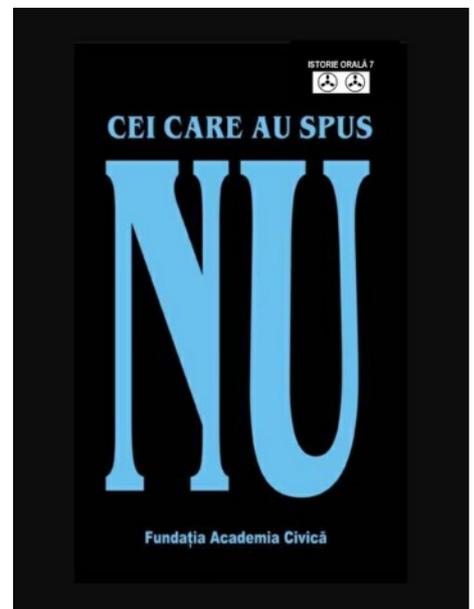
Résultats de la recherche pour *Opération Villages Roumains* sur le site du « Musée du Mémorial » (Consulté le 12 août 2019)

tant dans le Centre International d'Etudes sur le Communisme que dans le musée proprement-dit, 3 noms occupent toute la première page : ceux de Doina Cornea, de Mihnea Berindei et de Ion Vianu. Nous y reprenons pour chacun d'entre eux ce qui y est dit, dans leur relation avec OVR.

« (...) Lentement, je me suis retrouvée à faire peu d'opposition. Ma première lettre de protestation a été diffusée en 1982 sur Europa Liberă. (...)

Par rapport à tout ce qui m'a été fait, mes textes sont différents : j'ai travaillé sur des thèmes inventés au fur et à mesure que les événements prenaient des visages différents, auxquels on ne pensait pas auparavant. On peut se regrouper pour tenter d'éveiller spirituellement la société roumaine, non seulement les étudiants, mais aussi les intellectuels.

Le premier texte, *Lettre à ceux qui n'ont pas cessé de réfléchir*, s'adresse aux enseignants, aux intellectuels. Les deux derniers



http://www.memorialsighet.ro/wp-content/uploads/2017/03/ceicareauspusnu_rusan_coperta.jpg

textes font référence au statut de l'intellectuel. Je suis peut-être un peu plus pessimiste, mais j'espérais toujours qu'ils suivraient quelque chose. *Villages roumains* est un texte contre la démolition des villages roumains; il a été signé par 34 personnes, dont beaucoup souhaitaient aller en Occident ou se faire un nom. Ils m'ont probablement été envoyés. Cela ne m'intéressait pas de savoir qui était envoyé par la *Securitate* et qui ne l'était pas, je voulais avoir un certain nombre de signatures. (...)

« Je parlais aussi de la justice, de la presse libre, de la propriété. J'ai insisté sur la propriété. En 1988, ce texte est apparu, dans lequel il est question de propriété privée : nous avons demandé la restitution de la terre aux paysans et le rétablissement de la ferme paysanne. (...)

« Un autre thème était la réforme de l'éducation. Un autre groupe de textes a été adressé à tous les forums occidentaux. Même la lettre contre la démolition des villages roumains s'est terminée par un appel aux forums européens et aux gouvernements pour qu'ils agissent en faveur des villages roumains. Cette phrase est apparue dans le film *Le désastre rouge* de Josy Dubié. Ensuite, Ariadna Combes (ma fille), Mihnea Berindei, Dinu Zamfirescu, Josy Dubié et d'autres se sont rencontrés. Je pense que c'est suite à cet appel et au film montrant la Roumanie telle qu'elle était, qu'il a été décidé d'organiser l'Opération Villages Roumains. Cela m'a été confirmé par ma fille et Josy Dubié, l'auteur du film. (...)

Romulus Rusan : « Vous nous avez donné une poupée, que j'ai affichée sur le panneau qui vous est consacré au musée de Sighet...

Doina Cornea (souriant) : « Nous mettions des lettres dans la tête de la poupée. J'étais toujours prête : Ceaușescu disait quelque chose, j'écrivais immédiatement un texte, mais je savais que je ne pouvais pas l'envoyer quand je le voulais, mais quand je le pouvais. J'attendais la venue de quelqu'un d'une ambassade, d'un visiteur ou d'un journaliste. J'avais un lieu de rencontre : des journalistes sont venus frapper à ma porte. Par l'ambassade de France et celle de Belgique, j'ai essayé d'an-

noncer que tout journaliste qui venait à Cluj pouvait me trouver devant l'église, le mercredi à onze heures... Les ambassades avaient aussi ma photo; j'étais assise là et ils sont venus me voir. "Mme Cornea ?" "Oui." Les membres de la *Securitate* qui étaient à côté de moi et qui me suivaient n'ont pas osé me rejoindre après avoir circulé avec l'ambassadeur du Royaume-Uni et avec certains représentants de l'ambassade de Belgique. Ils n'avaient plus le courage de s'accrocher à un étranger qui me parlait dans la rue. J'utilisais aussi un peu la ruse. (Rires) Je suis méchante, je l'avoue. Je leur ai serré la main et j'ai glissé le texte ainsi plié en plusieurs exemplaires. (...)



<http://www.memorialsighet.ro/wp-content/uploads/2017/07/doina-cornea-papusa.jpg>
La poupée de toutes les ruses, exposée dans la salle 77 du musée

Doina Cornea est un personnage clef, une personnalité assez exceptionnelle dans sa simplicité, tout comme pas mal de résistants durant la période communiste. Elle se posait les questions les plus « basiques » et y répondait sans détour par son engagement, comme elle le mentionne dans son Journal, à la date du 1er juillet 1989, soit 6 mois avant la chute du dictateur :

« (...) Je me demande encore si, dans une société, nous avons le droit de rester indifférents à l'oppression, au mensonge, à l'injustice. Ne pas les dénoncer équivaudrait à participer à leur consolidation, sinon même à leur interprétation, en tant qu'auteurs moraux »⁽⁷⁾.

Ce sont les raisons mêmes de la fondation d'OVR !...

3.- Mihnea Berindei, un altruisme et un dévouement exceptionnel

Autre personnalité forte qui a joué un rôle irremplaçable dans la diffusion de la réalité roumaine de l'époque communiste, et qui n'a pas hésité à faire passer sa passion historique personnelle au second plan, pour répondre à la demande pressante d'engagement dans l'évolution historique de son propre pays. Nous en avons parlé à différentes reprises, lors de son décès⁽⁸⁾ et, surtout, dans la première série d'articles sur le 30e anniversaire de la naissance d'OVR⁽⁹⁾.

⁽⁷⁾ CORNEA Doina, *Jurnal. Ultimele caiete* [Journal. Les derniers cahiers], Fundația Academica Civică, București, 2009. (Traduction : Hubert Rossel)

⁽⁸⁾ « Le mouvement OVR est en deuil. Hommages », *Le Réseau*, N° 56, août 2016, pp. 17-18.

⁽⁹⁾ ROSSEL Hubert, « Les documents roumains à la base de la création du

Mais, plus on consulte d'articles le concernant, plus on découvre de raisons de s'attacher à cette « personnalité marquante de l'exil anticommuniste ». La formulation est celle qui introduit un article écrit par Armand Gosu, rédacteur en chef de la revue *Revista 22*, reprise sur le site de la fondation *Academia Civică* et du Musée du Mémorial⁽¹⁰⁾.

mouvement OVR. Le plan de "systématisation du territoire et des localités" », et « L'origine du mouvement OVR. Avant la phase humanitaire », *Le Réseau*, N° 63, décembre 2018, pp. 2-6 et 12-18.

⁽¹⁰⁾ <http://www.memorialsighet.ro/in-memoriam-mihnea-berindei-1948-2016/> Reprise de : GOSU Armand, « Mihnea Berindei: "gratuitate" și "excepțională dăruire" » [«Mihnea Berindei: "altruisme" et "dévouement exceptionnel"», *Revista 22*, București, 6 mai 2016 (Consulté le 12 août 2019). (Trad.: H. Rossel)



<https://revista22.ro/opinii/armand-gosu/mihnea-berindei-gratuitate-i-exceptional-druire>

Mihnea Berindei à la Rédaction de la revue *Revista 22* dans les années '90

La Fondation y présente Mihnea Berindei comme un ferment de l'exil roumain en France, dans le cadre de la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme en Roumanie, un membre fondateur de l'Opération Villages Roumains, un militant pour une société civile moderne et européenne, et un adepte de la première heure pour sa naissance en Roumanie.

Armand Gosu souligne le rôle déterminant que le mouvement de Paul Goma a aussi joué sur lui et n'hésite pas à dire que ce dernier « a changé le destin de Mihnea Berindei ». Il a délaissé sa carrière d'historien et de chercheur pour s'engager à défendre le bien commun, par principe et pour la justice.

Exilé en France, il a participé à la fondation de cette organisation importante qu'a été le Comité français pour la défense des Droits de l'Homme en Roumanie (*Comitetul Francez pentru Apărarea Drepturilor Omului din România*).

« C'était un comité plus français que roumain, qui réunissait de jeunes chercheurs, Catherine Durandin, Gilles Veinstein, Anne Planche, etc. La mission de ce comité n'était pas de mobiliser l'exil roumain, mais l'opinion publique française. (...) »

« Le rôle de Mihnea Berindei est déterminant dans toutes [les] campagnes de presse. Il établit des contacts dans les salles de rédaction, gagne des journalistes pour la cause roumaine, leur apporte beaucoup d'informations reçues de *Europa Liberă* ou vérifie des informations reçues de Roumanie. Pendant plus de dix ans, il a créé, grâce à ses relations dans les médias français, la deuxième source de nombreuses informations, afin que les chaînes de presse roumaines des

stations de radio étrangères, *Europa Liberă*, *BBC*, *RFI*, etc., puissent les diffuser, en étant tenus de respecter la règle des deux sources. (...) »

« L'année 1989 s'est passée sous le signe de l'Opération Villages Roumains. Le 22 décembre 1988, 12 jeunes Belges impressionnés par le film de Josy Dubié, *Roumanie, le désastre rouge*, décident de lancer ce mouvement. L'idée de base est inspirée par la pratique d'*Amnesty International*, à savoir l'adoption d'un prisonnier d'opinion par un groupe d'adhérents. Face à la systématisation de Ceaușescu, accélérée par Ceaușescu en mars 1988, qui a non seulement démoli des maisons, mais fait disparaître des localités entières, les communes belges ont commencé à adopter des villages roumains. Mihnea Berindei faisait partie des fondateurs de ce mouvement, officiellement lancé à Bruxelles le 3 février 1989. À cette époque, cinq maires belges avaient adopté cinq villages roumains. En moins de deux semaines, plus de 200 maires ont rejoint l'OVR. Fin février, le mouvement s'est développé en France. En mars, Ion et Ioana Vianu ont participé à l'extension du réseau en Suisse. En avril, Dennis Deletant a rendu possible l'expansion au Royaume-Uni, où le prince Charles lui-même s'est impliqué personnellement. En quelques mois, sept organisations nationales ont été mises en place : Belgique, France, Suisse, Hongrie, Royaume-Uni, Pays-Bas et Luxembourg. Le 5 juillet, plus de 1 100 communes européennes ont adhéré à l'OVR, la plupart en France, 720. Le mouvement va s'étendre jusqu'à la chute du régime communiste en Roumanie, de sorte qu'en décembre 1989, plus de 2 200 communes (réunissant environ 30 millions d'habitants) ont été enregistrées, dont 1 252 en France, 354 en Belgique et 210 en Suisse.

« Le 22 décembre 1989, une étape de la vie de Mihnea Berindei s'achève. Une autre était sur le point de s'ouvrir. Il est rentré en Roumanie après presque 20 ans, s'engageant avec autant d'enthousiasme, de générosité et de dévouement envers le renforcement de la société civile, le soutien aux nouveaux partis politiques, la réforme des institutions publiques et la décentralisation administrative. Ce fut pendant de nombreuses années une véritable courroie de transmission entre les institutions de Bucarest et celles de Paris. Efficacement, discrètement, il a offert beaucoup à beaucoup, les plus proches ou, le plus souvent, des inconnus, et n'a jamais rien demandé pour lui-même. »

4.- Ion Vianu, l'"Opération Villages Roumains" en Suisse

Ecrivain et psychiatre roumain exilé en Suisse depuis 1977, Ion Vianu a aussi exprimé sa solidarité avec le mouvement de la Charte 77, en signant la lettre ouverte de Paul Goma. Depuis 1963, il avait été nommé formateur à la clinique de psychiatrie universitaire de Bucarest. Mais, il s'est progressivement opposé

au système communiste, après avoir pris position sur la station de *Europa Liberă* contre la tentative d'utilisation de la psychiatrie comme arme politique et comme forme d'oppression. Renvoyé de l'université, interrogé et persécuté par les services secrets de la *Securitate*, il a finalement été expulsé de Roumanie.

Après les événements de 1989, il s'est impliqué dans la réforme du système de traitement psychiatrique en Roumanie et a publié de nombreux articles dans différentes revues roumaines, à côté de son œuvre d'écrivain.

Du point de vue qui nous intéresse ici, Ion Vianu est directement concerné par la création du mouvement OVR en Suisse, ce que peu de personnes savent. Il en relate les faits et analyse la situation de l'époque dans une communication qu'il a donnée lors d'un symposium organisé par Romulus Rusan et le *Centrul Internațional de Studii asupra Comunismului* (Centre International d'Etudes sur le Communisme), en juillet 2002, au Mémorial de Sighet. Les actes de ce colloque ont été publiés dans la collection « Analele Sighet » (Annales de Sighet), éditée par la *Fundația Academia Civică*, à Bucarest⁽¹¹⁾.

Il est intéressant et étonnant de trouver le texte de cette communication pratiquement 18 ans plus tard ! On y découvre encore des éléments nouveaux concernant OVR-Suisse. Raison pour laquelle on y fait référence. C'est avec la femme de ce dissident, médecin-psychiatre, 1er président de l'association OVR Morges-Ciolpani, que Argelia Ledermann est partie en Roumanie pour la première fois ; elle en parlait dans la présentation de sa fondation « Espoiroumanie »⁽¹²⁾.

« Au début de 1989, il était devenu évident pour nous que nous étions en exil et essayions de faire quelque chose contre le régime de Ceaușescu, et quelque chose pour la Roumanie, que la situation avait de bonnes probabilités de changer. Il y avait aussi des sceptiques qui disaient, "celui-ci" [Ceaușescu, ndt] mourra sur son trône ; mais la direction du vent avait changé.

« Le souvenir que je veux raconter est antérieur. A la fin du printemps, j'étais à Paris. Mihnea Berindei, efficace et rapide comme une navette, m'avait expliqué en cinq minutes qu'un journaliste bruxellois, Paul Hermant, et un collègue de presse avaient lancé une initiative baptisée « Opération Villages Roumains ». L'idée était qu'une localité d'Europe occidentale "adopte" une commune en Roumanie. L'objectif principal de l'opération était d'embarrasser la prétendue "systématisation" des villages, c'est-à-dire leur démolition et leur remplacement par des unités semi-urbaines peu confortables, où la population était constamment sous surveillance. La liste des villages inclus dans le projet était secrète, mais on savait qu'une grande partie des 7 000 et quelques villages du pays étaient destinés à être systématisés. Le rythme et l'ordre de destruction étaient inconnus. Par les stigmatisations, les destructions auraient suscité encore plus de scandale et on espérait que Ceaușescu,

(11) VIANU Ion, « "Opération Villages Roumains" în Elveția », in : RUSAN Romulus (ed.), *Anii 1973-1989 – Cronica unui sfârșit de sistem* [Années 1973-1989 – Chronique d'une fin de système], colecția Analele Sighet, Nr 10, Fundația Academia Civică, București, 2003, pp. 816-819. Texte roumain disponible en ligne : <http://www.memorial.sighet.ro/analele-sighet-10-anii-1973-1989-cronica-unui-sfarisit-de-sistem-ion-vianu-4/>. (Traduction : Hubert Rosset)

(12) LEDERMAN Argelia, « Association "Espoiroumanie". 30 ans, l'occasion de se souvenir », *Le Réseau* N° 65, août 2019, p. 20.

non insensible à l'opinion publique occidentale, aurait même pu apaiser sa soif de catastrophe. Mihnea m'avait demandé de m'occuper de l'introduction de l'"Opération" en Suisse, où j'habitais.

« Il m'a négligemment donné quelques feuilles polycopiées et la discussion s'est terminée là. Ce que je veux dire, c'est que notre façon de fonctionner était extrêmement non bureaucratique. Il n'y a pas eu de longues discussions ouvertes sur la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme en Roumanie. L'efficacité était maximale et reposait beaucoup sur l'initiative individuelle des membres.

« Je suis rentré en Suisse. Je ne savais pas vraiment par où commencer. Je n'avais pas d'adresse et je ne savais pas comment faire pour en trouver une : celle de la Ligue suisse des Droits de l'Homme. J'ai parlé au téléphone avec son responsable ; il n'a pas compris ce que je voulais mais il a accepté de me voir. J'ai rencontré Georges Vignard et son épouse Michelle, militante du même groupe, à Genève, et je leur ai montré les documents que j'avais, essayant d'être aussi pédagogue que possible.

« Ils étaient circonspects. Ils ne connaissaient pas grand chose se rapportant à la Roumanie, juste que c'était une dictature obscurantiste. Ils m'ont demandé un peu de temps pour réfléchir. Quelques jours plus tard, ils m'ont appelé pour me dire oui, qu'ils acceptaient d'adopter un village, peut-être deux au maximum.

« Puis quelque chose d'inattendu s'est produit, une explosion. Non seulement la Ligue a accepté un nombre illimité d'adoptions, mais d'autres organisations se sont présentées pour promouvoir les adoptions : l'"Union contre l'intolérance", dirigée par un étudiant qui deviendra plus tard journaliste et présentateur à la télévision : Darius Rochebin ; le "Comité de soutien" (CODAP) avec Yves Lador...

« Toute cette activité était volontaire et absolument désintéressée. Le secret de son succès explosif a tenu au fait que la population suisse (en France et en Belgique la même chose s'est passée) était passionnée par le destin tragique d'un peuple. (La Suisse romande était plus enthousiaste que les autres régions linguistiques, mais de nombreuses autres



Affichette autocollante largement utilisée en Suisse dans les années '90 par les adeptes d'OVR

initiatives en faveur de la Roumanie devaient également être prises en Suisse alémanique).

« Le mode de fonctionnement était toujours le même : les conseils communaux, souvent pressés par les citoyens, décidaient du principe de l'adoption. L'intention était communiquée à Bruxelles – pour éviter les doubles adoptions – et on attribuait une commune [roumaine, ndt] (souvent connue uniquement par son nom et sa position géographique approximative) ; ensuite, une lettre était écrite à Ceaușescu et au président du Conseil populaire du village roumain, exprimant la réprobation quant à la possible systématisation. On exprimait aussi le désir de visiter la commune respective.

« Jusqu'aux événements de décembre [1989, ndt], toute l'activité était restée purement scripturaire. C'était cependant insupportable pour le régime. J'ai appris plus tard que ces initiatives étaient centralisées et surveillées par la *Securitate*. Toutefois, les lettres sont parvenues dans les villages (à l'instar des lettres adressées par *Amnesty International* aux prisonniers politiques de diverses dictatures).

« Comme preuve de la contrariété des autorités roumaines, une chose inattendue s'est produite : des diplomates roumains ont été chargés



<https://revista22.ro/opinii/ion-vianu/romnia-scenari-possibiliti>

M. Ion Vianu, lors de la publication d'un article dans la revue *Revista 22*, en mai 2017

de démotiver les Suisses. L'ambassadeur de Roumanie à Berne, Dolgu, s'est rendu de mairie en mairie pour expliquer aux dirigeants de la commune qu'en Roumanie tout allait bien. Les villages ne devaient pas être démolis, comme on le disait. A Morges, où je résidais (et qui avait adopté le village où ma femme était médecin il y a des années, Ciolpani), un diplomate de rang inférieur, Cârциumaru (M. Dolgu n'a pas commenté), a prononcé le même discours. L'homme a été poliment reçu (comme font les gens d'ici !), mais on lui a demandé d'aller se promener. Au pays des lacs, une décision prise par un Conseil communal ne change pas parce que c'est ce que veut la Secu [la *Securitate*, ndt].

« Combien de lettres auront-elles été écrites durant l'été et l'automne suivant, je ne le sais pas. Ce que je peux dire est que c'était une véritable cause populaire. Les autorités n'ont pas pris l'initiative, elles ont simplement suivi l'intérêt des citoyens pour la Roumanie.

« En décembre 1989, il s'est produit ce que j'espérais, mais c'était une grande surprise en même temps. Pour ceux qui étaient impliqués dans l'Opération Villages Roumains, c'était un moment d'enthousiasme incroyable. En effet, nous ne pouvons pas oublier les dimensions européennes de la Révolution roumaine. Toute la journée, dans les trains, dans les restaurants, n'importe où, on entendait sans le vouloir ce que les gens disaient. La Roumanie était le sujet de prédilection des discussions. Le ralentissement de nos réalisations par la suite justifie notre déception.

« Maintenant, il était possible pour ceux qui avaient adopté des communes roumaines (en fait non seulement des villages, mais aussi des localités plus grandes) d'aller sur place, de voir. La rapidité avec laquelle les "expéditions" ont été organisées est la preuve que les gens voulaient faire quelque chose pour la Roumanie : apporter du matériel et un soutien moral, pas seulement écrire des lettres.

« Ainsi commença le grand exode vers l'Est, en avion, en voiture, en camion ; des écoliers, des gens de partout, des retraités, dont la plupart n'avaient jamais eu la moindre idée de la Roumanie, se sont voués avec énergie à la découverte et à l'aide d'un peuple en souffrance.

« Si je devais résumer les impressions de ceux qui y sont allés au début des années '90, je dirais qu'elles sont de deux natures :

« La première a été la découverte de la misère dans des cas graves, mais aussi de pénuries, par des personnes qui avaient oublié ce que la vie difficile signifiait.

« Mais la découverte merveilleuse et durable de l'hospitalité roumaine, venant de gens qui n'avaient presque rien, était peut-être encore plus significative. La dignité avec laquelle les Roumains ont reçu l'aide, le sentiment de ceux qui sont venus à l'aide, d'être immédiatement payés par l'amitié pour ce qu'ils donnaient, étaient admirables. Je peux dire que la générosité des Suisses a été récompensée sur-le-champ, notamment par l'amitié durable des Roumains qui les ont reçus, avec surprise et dignité.

« Si l'accueil dans les communes adoptées a été tel que je le mentionne, il n'en a pas été de même pour les instances gouvernementales. Paul Hermant a déclaré que le Premier ministre Petre Roman l'avait reçu froidement. Il n'y a même pas eu de tentative d'aide gouvernementale. La phobie d'une "invasion" étrangère était encore très vivante, de toute nature. Le projet des citoyens est resté citoyen jusqu'à la fin. Et c'était mieux ainsi.

« Les types d'assistance étaient variés. Des cadeaux : des voitures, un équipement pour les dispensaires ou les écoles, jusqu'à l'assistance technique (création d'une ressource en eau potable). Une initiative a aussi proposé à un certain nombre d'enfants de venir passer des vacances dans des familles

suisses pendant de nombreuses années, de se familiariser avec la vie occidentale et d'apprendre le français. C'était incroyable de voir des garçons et des filles descendre d'autobus très fréquentés, comme s'ils avaient voyagé toute leur vie, accueillis par des familles qui s'étaient engagées à les héberger pendant un mois.

« Les Suisses, ils le disent eux-mêmes et le regrettent, sont des gens qui ont des difficultés de contact social. Souvent, vous ne savez pas qui est votre voisin. Un effet des vacances de ces enfants (répétées les années suivantes) a été que les familles d'accueil ont commencé à se connaître et à se voir. Dans les localités, une nouvelle sociabilité s'est développée, liée non seulement à la présence des enfants, mais également aux multiples aspects de "l'Opération". Un phénomène inattendu, non voulu, mais salutaire !

« Une fédération de localités impliquées dans "l'Opération" a été créée. Des congrès annuels ont commencé à avoir lieu, auxquels ont également participé des représentants administratifs au niveau du gouvernement. Au fil du temps, une bureaucratization du phénomène est devenue visible. Des personnes apparaissent, en trop grand nombre, qui ne venaient plus de la masse des passionnés, qui avaient des mentalités de fonctionnaires. Une dissidence s'est produite, des fractions ont poursuivi des actions de leur propre initiative. Il y a eu des intrigues, des luttes internes, comme dans toute action humaine. Mais l'essentiel a continué : les relations établies avec les Roumains se sont poursuivies, se sont développées.

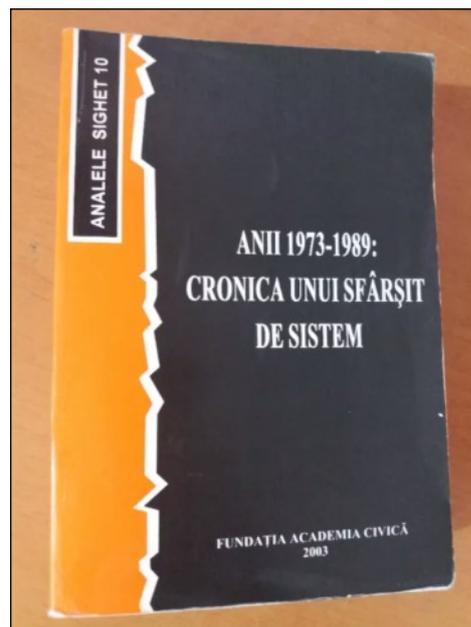
« Outre "l'Opération" elle-même, d'autres organisations sont apparues, avec un profil défini, toujours basées sur le bénévolat et l'esprit de sacrifice. A titre d'exemple, l'architecte Sanda Budiş a créé un système de stages pour les jeunes agriculteurs qui souhaitaient développer une agriculture moderne. Je dois mentionner l'admirable Argelia Ledermann qui, depuis lors, a consacré sa vie non seulement à une commune (Podul Turcului, jud. Bacău), mais également à des orphelinats, des pénitenciers, etc., créant l'organisation "Espoiroumanie" qui existe toujours aujourd'hui. Bien sûr, ce ne sont que des exemples !

« Même si, au fil des ans, les contacts ont diminué, sans s'arrêter toutefois, l'ouverture de la société civile roumaine est restée considérable, grâce à eux, et «Opération Villages Roumains» a été un élément important de cette évolution. Bien plus que les traités avec les Etats, mieux que les relations commerciales, l'action citoyenne a prouvé sa profonde valeur. Il est bon que cela soit mentionné dans les documents de l'*Academia Civică*, une fondation qui poursuit les mêmes objectifs. »

Nous savons gré à M. Ion Vianu d'avoir porté à la mémoire collective de la Roumanie ces différents épisodes relatifs à l'arrivée d'OVR en Suisse et d'avoir fait connaître les principales étapes de son évolution dans le pays. Il nous semblait important de relater ces faits – avec son accord – et de faire connaître à nos membres l'analyse portée par la personne même qui a initié le mouvement en Suisse, à la demande de Mihnea Berindei.

Nous remercions Mme Ioana Boca, directrice exécutive de la *Fundația Academia Civică*, de nous avoir donné les droits de traduction et de publication pour l'article de Ion Vianu publié sur leur site et repris ci-dessus.

Hubert ROSSEL



Analele Sighet 10_Dezactivata_Analele Sighet 10 Anii 1973-1989 image (7)

Le 10e volume des « Annales de Sighet » où se trouve le texte de Ion Vianu

Assemblée générale 2020

Cette année, ce sont nos amis de l' « Association Sângeorgiu » qui vont organiser notre Assemblée générale annuelle le

samedi 25 avril 2020 à Plan-les-Ouates

Des renseignements plus précis vous parviendront ultérieurement, mais notez, dès à présent, que le thème d'échanges de l'après-midi portera sur
L'évolution à court terme de notre coordination OVR-Suisse

Nous nous réjouissons de vous y retrouver nombreux !

⇔ OVR a 30 ans ⇔

Association Nendaz - Gherla

1999-2019 : 20 ans du Pacte d'amitié

Quand OVR a demandé à notre association d'écrire un article en lien avec les 30 ans du mouvement, nous n'avons pas voulu faire un article historique mais parler de cette année 2019... Car les événements de cette année sont l'heureuse conséquence de l'OVR et de ses 30 ans...

L'année 2019 aura été riche en événements puisque notre association a fêté les 25 ans de sa création et les communautés de Gherla et de Nendaz ont commémoré les 20 ans de signature du Pacte d'amitié (pour mémoire ce pacte était un projet proposé aux associations membres par le Comité OVR-Suisse) unissant les deux localités. Et c'est sous le signe de l'amitié, du partage et de l'échange qu'a été placée cette année anniversaire.

Juin 2019 : anniversaire à Gherla

C'est dans le cadre de la fête des « Journées de Gherla » que les autorités ont accueilli les villes partenaires et fêté notre anniversaire. Notre partenariat n'a jamais été aussi bien représenté avec une délégation suisse de 76 personnes... En plus de la délégation de notre association, nous étions accompagnés d'une délégation des autorités municipales de Nendaz (8 membres emmenés par le vice-président de commune Pierre Theytaz) ainsi que le groupe folklorique *Ej'ecochoyeu* de Ninda et le *Quatuor de cor des Alpes*. Nous avons également eu le plaisir, à cette occasion, d'accueillir l'ambassadeur de Suisse à Bucarest, M. Arthur Mattli, qui nous a fait l'honneur de participer à notre anniversaire.



Association Gherla-Nendaz

Les « Journées de Gherla » 2019, cadre de la partie officielle des différentes festivités

Plusieurs temps forts officiels se sont déroulés durant notre séjour avec le renouvellement du Pacte d'amitié par les 2 communes et nos 2 associations, ainsi que l'inauguration de la

Place Nendaz et du nouveau siège social de l'Association Gherla-Nendaz au centre de la ville.

Durant notre séjour, le groupe folklorique *Ej'Ecochoyeu* et le *Quatuor de cor des Alpes* de Nendaz se sont produits à plusieurs reprises en compagnie du groupe folklorique de Gherla *Dansatorii de pe Someș*. Deux danses communes, l'une suisse et l'autre roumaine, ont ponctué les productions. Notre groupe s'est également produit sur la place principale de Cluj dans le cadre du projet *Scena Urbana* et, pour ce spectacle, nous avons eu le plaisir de retrouver Mme Mihaela Feher (ancienne Conseillère culturelle de l'ambassade de Roumanie à Berne) qui, de passage à Cluj, ne pouvait manquer la production d'un groupe suisse... en toute amitié.

Un des temps forts a été l'action menée en faveur des détenus de la prison de Gherla, avec la présentation du folklore suisse



Association Gherla-Nendaz

Inauguration de la Place Nendaz au centre de la ville de Gherla, en présence de l'ambassadeur de Suisse, Monsieur Mattli



Pascal Praz

Du matériel a aussi été déposé à l'hôpital municipal

l'hôpital, du lycée et des pompiers) a également été organisé et la distribution a été faite lors de notre séjour. Une page va se tourner...

Août 2019 : anniversaire à Nendaz

Nous avons souhaité inviter nos amis roumains à fêter avec nous notre fête nationale... et avons accueilli une importante délégation roumaine de 70 personnes... En plus de la délégation de notre association sœur et de la délégation de la ville de Gherla (14 personnes emmenées par le maire de Gherla, Ioan Neselean), le groupe folklorique *Dansatorii de pe Someș* et l'excellent orchestre *Ceterașii de la Gherla*, conduit par notre ami Gabi Bunea, ont fait le déplacement pour poursuivre l'échange culturel initié en juin... Nous avons également reçu



Hubert Rossel

Le groupe folklorique *Dansatorii de pe Someș* lors du défilé dans les rues de Nendaz

dans la prison et la remise d'un chèque permettant l'achat de matériel destiné à améliorer le quotidien des détenus. Une présentation du groupe folklorique suisse a également été proposée pour les malades de l'hôpital municipal.

Le temps est venu de vider notre dépôt, que nous devons libérer... Aussi, un camion de matériel (en faveur de

avec beaucoup de plaisir, pour les quatre jours de notre fête anniversaire, une délégation de la ville française d'Yzeure (jumelée avec Gherla), emmenée par le maire Pascal Perrin, ainsi que les représentants de l'OVR : Vera et Hubert Rossel, et notre très regretté ami Pierre Lebacq, qui nous a quittés depuis et à qui nous pensons très fort.

Les artistes de Gherla ont eu l'occasion d'apporter des notes roumaines à notre fête nationale et se sont produits à Veysonnaz, le 31 juillet, pour la soirée de la fête nationale. Orateur de la soirée, le Président du Conseil des Etats, Jean-René Fournier, n'a pas manqué d'apporter son salut à la délégation de Gherla et est venu personnellement à la rencontre de nos amis roumains.

La journée du 1er août était organisée par la Commune de Nendaz pour marquer les 20 ans du Pacte d'amitié avec le repas officiel sur le magnifique site de Tracouet (2 200 m). La délégation de Gherla a ensuite participé à la fête du 1er août à la station et les artistes de Gherla ont proposé un magnifique spectacle. Le discours officiel du 1er août a été prononcé durant la soirée par Serge Gonvers, Suisse habitant à Bucarest et fidèle soutien de l'OVR dans la capitale roumaine...

La soirée anniversaire des 25 ans de notre association, organisée le lendemain, a débuté par une cérémonie en souvenir des défunts de notre Association (par le Père Alexandru de la paroisse gréco-catholique de Gherla et le curé de Nendaz l'abbé Félicien). Pour la partie officielle, plusieurs orateurs se sont succédé pour relever la richesse de ces partenariats : le président de Nendaz, Francis Dumas, le maire de Gherla, Ioan Neselean, et le maire d'Yzeure, Pascal Perrin... Mais nous avons également eu le plaisir d'accueillir le Président du Grand Conseil valaisan, Gilles Martin, le Conseiller national Benjamin Roduit et Mme Elzi Martin de l'ambassade de Roumanie à Berne. L'OVR était représentée par Francisc Giurgiu, président OVR-Roumanie, et l'OVR-Suisse par Vera et Hubert Rossel, Pierre Lebacq, Christiane et Pierre-Daniel Béguin et les amis



Hubert Rossel

Accueil du président de Nendaz, Fr. Dumas, entre Fr. Giurgiu, OVR-RO, et Petri Fulea, nouveau président de Gherla-Nendaz



Hubert Rossel

Les danses communes créées par les deux groupes *Dansatorii de pe Someș* et *Ej'ecochoyeu* clôturent les soirées anniversaires

de la Coopération Monthey-Telciu. La soirée était animée par les danseurs roumains (*Dansatorii de pe Someș*) et suisses (groupe *Ej'ecochoyeu*) qui ont, une nouvelle fois, terminé le spectacle par les deux danses communes, unissant nos deux folklores.

Écrire un article en lien avec les 30 ans d'OVR

A Gherla, en 2019, un nouveau comité a été mis en place dans l'Association Gherla-Nendaz, avec des membres issus de la nouvelle génération OVR... Des jeunes qui ont vu leurs parents vivre nos actions durant 30 ans...

A Nendaz, l'équipe qui a œuvré à la réussite des événements est la même que celle qui fait vivre l'association depuis 25 ans... Heureusement, nous pouvons encore compter sur un soutien important et généreux de la Commune de Nendaz et de la population. Ce qui nous laisse la capacité de continuer encore.

Mais il va falloir réfléchir, réinventer pour poursuivre nos actions, différemment... Il y aura toujours des projets à imaginer, ensemble avec nos amis de Gherla.

Les liens qui nous unissent avec Gherla, les liens qui nous unissent avec la Roumanie... Que voulons-nous en faire ? 2020 nous le dira... Nous avons déjà quelques idées... d'actions solidaires à développer à Gherla ou ailleurs...

La Roumanie est un pays qui mérite d'être découvert... Nos actions jusqu'à maintenant ont permis de faire découvrir ce pays à de nombreux habitants de Nendaz... Cette volonté de « partager » la Roumanie, de « partager » Gherla va se poursuivre...

Et, comme toutes les associations OVR, il va falloir trouver les bonnes idées pour laisser une trace de cette magnifique aventure de 30 ans de la Roumanie et de l'OVR.

Pascal PRAZ

Pt de l'Association Nendaz-Gherla



Primăria Gherla



Renouvellement du Comité OVR-CH

Selon les statuts, les membres du comité d'OVR-CH arrivent au bout de leur mandat en 2020.

Certains de nos membres étant démissionnaires, nous lançons un appel à toutes les associations afin de renforcer l'équipe restante et de maintenir le fonctionnement d'OVR-CH.

Merci d'annoncer les propositions de candidature au Secrétariat auprès de Rose-Marie Koch

Une expérience unique et une aventure humaine

Une classe découvre la Roumanie

Il arrive de plus en plus souvent qu'une structure associative, une fondation ou un groupement fasse appel à l'une ou l'autre de nos associations pour avoir des renseignements de différentes natures ou des aides ponctuelles au niveau logistique. Nous sommes heureux de pouvoir compter sur notre connaissance du terrain pour pouvoir rendre service à ceux qui projettent de se rendre en Roumanie, surtout pour apprendre à connaître le pays et sa population.

C'est le cas de responsables d'une classe de l'Institut Don Bosco, une école spécialisée avec encadrement éducatif à Sion (VS). Elodie Constantin, une enseignante en 10 CO, dresse le bilan d'un voyage en Roumanie effectué avec sa classe, des collègues et des parents, en juin dernier. Un voyage de découvertes et d'émotions vécues.

La Rédaction

Un projet un peu fou

Il y a presque deux ans, un projet un peu fou a germé dans la tête de mon collègue Alexandre, et, instantanément, toute l'équipe l'a suivi. L'institut Don Bosco à Sion, où nous travaillons, changeait son mobilier scolaire et, pourquoi ne pas en faire profiter d'autres élèves ? C'est ainsi qu'après réflexion, nous avons contacté l'association Nendaz-Gherla pour nous aider à concrétiser ce rêve.

La préparation nous a bien occupés, tant d'un point de vue logistique que scolaire, pédagogique ou encore émotionnel. Nous avons rapidement décidé que nous collecterions suffisamment de matériel pour remplir un camion entier et que nous financerions de nous-mêmes la totalité du voyage. Embarquer avec nous les jeunes de l'institut, avec leurs parcours et origines propres, leurs familles et la direction scolaire a été une véritable aventure humaine.

Le financement s'est fait à travers diverses actions, un repas de soutien ainsi que grâce à de généreux donateurs que nous

tenons à remercier. Après plusieurs mois de travail, nous avons réussi à amasser l'argent nécessaire ainsi qu'à remplir un camion entier grâce au don matériel de différentes écoles valaisannes.

Déroulement du voyage

Premier jour sur place

Le premier matin, en juin 2019, nous avons d'abord visité un peu la ville de Iași où nous logions. Nous attendions des nouvelles de notre camion de matériel.

Puis, nous avons eu des nouvelles et nous nous sommes dirigés vers la commune de Golăiești, proche de la frontière moldave, pour décharger notre camion de matériel qui était arrivé sur place. C'était un premier soulagement de voir arriver la marchandise. Nous avons eu ce jour-là notre premier contact avec la population et l'école. Le directeur adjoint ainsi que des professeurs étaient présents pour nous aider. L'école étant fermée ce jour-là, puisque c'était férié, les premiers enfants sont arrivés plus tard, lorsqu'ils ont vu de l'animation dans le village !



Accompagnants Institut Don Bosco

Nous avons eu des rencontres riches et fructueuses avec des gens particulièrement accueillants



Accompagnants Institut Don Bosco

Les contacts avec les enfants ont pu se faire par des gestes, des sourires et grâce à notre interprète, Francisc Giurgiu



Accompagnants Institut Don Bosco

Le monastère orthodoxe de Zosin, Botoșani, est entièrement décoré de fresques intérieures

Le déchargement nous a pris énormément de temps. Nous avons eu le temps de regarder et observer l'école et nous apercevoir que tout notre matériel allait être utilisé, tant les besoins sont importants.

Avec des signes, des bribes de vocabulaire et l'aide de notre interprète Francisc, nous avons pu comprendre comment l'école est organisée, quels sont les effectifs et comment sont organisées les classes. Golaiești est le centre principal de la commune ; le village avec lequel nous sommes « jumelés », *Cotul Lui Ivan*, dépend de cette école principale. C'est ainsi que nous avons aussi compris que, faute de place, les classes s'alternent entre matin et après-midi ; en effet, tous les élèves ne pourraient pas tenir en même temps dans les salles de classe.

Concernant notre matériel, il a été convenu que nous déposions tout dans cette école principale. L'école de *Cotul Lui Ivan* sera équipée en priorité, puis le reste du matériel sera réparti entre toutes les écoles dépendant de Golăiești selon les besoins.

Moment de récréation le soir même ! En Roumanie, il est de tradition de fêter la fin de la scolarité obligatoire. Les jeunes de Golăiești fêtaient cet événement ce soir-là et nous ont invités. C'était une véritable aventure et découverte humaine où danses, rires et musiques nous ont permis de créer des liens ; sans oublier la célèbre *țuică* que les adultes ont découverte !

Deuxième jour

Nous avons passé notre deuxième jour au village de *Cotul Lui Ivan*. Il a déjà fallu y arriver, ce qui n'était pas une mince affaire. L'état des routes était déplorable, souvent pas goudronnées et difficilement praticables.

Nous avons commencé par visiter l'école. Les enfants ont chanté pour nous et c'était très émouvant. Nous avons ensuite fait le tour de chaque famille du village, 48 au total, pour distribuer à chacun un sac avec des produits de première nécessité, ainsi que quelques gourmandises pour les enfants. Ces sacs ont été préparés par l'école Don Bosco de Iași, que nous avons visitée le matin même.

Faire le tour des familles nous a pris presque toute la journée, tant il tenait à cœur à ces familles de nous montrer leurs maisons, jardins potagers et autre. Ce contact avec ces familles démunies et pauvres était très intense. Le village ne dispose

pas d'eau courante, les maisons sont pour la plupart composées d'une seule ou de deux pièces, souvent c'est encore de la terre au sol.

Les enfants sont pour la majorité scolarisés, mais certaines familles ont besoin de main d'œuvre aux champs et les retirent de l'école, ce qui est contre la loi en Roumanie.

Le soir, nous avons partagé un *gratar* traditionnel avec les maîtresses d'école et le directeur adjoint.

Nos jeunes, tout comme nous, ont été profondément marqués par cette visite. Pour beaucoup, c'était un premier contact avec la pauvreté ; mais nous avons été émerveillés par l'accueil et la générosité des habitants.

Troisième jour

Après deux jours très intenses, nous avons choisi de découvrir les richesses culturelles de la Roumanie et avons visité deux monastères orthodoxes dans d'autres provinces.

Cette journée était tournée autour de la culture et de la découverte de l'autre. Là aussi, les contrastes étaient importants.

Quatrième jour

Avant de reprendre l'avion, nous avons revu le directeur pour expliquer le fonctionnement du matériel que nous avons amené. A notre surprise, ils ne connaissaient pas du tout le rétroprojecteur ni les photocopieuses-imprimantes. Nous avons réussi à trouver des folios transparents dans des magasins pour qu'ils puissent utiliser ce que nous avons amené. Il y avait d'autres petits matériels qu'ils ne connaissaient pas et que nous voulions donc qu'ils puissent utiliser.

Impact sur les jeunes et sur les accompagnants

Un tel voyage laisse forcément des traces sur chacun d'entre nous.

Premièrement, les jeunes et adultes ont été confrontés à la pauvreté. La Roumanie est un pays plein de contrastes, nous logions dans un hôtel tout confort au sein d'une ville riche et magnifique et, à quelques minutes de voiture de là, tout était miséreux et pauvre. Ces familles nous ont accueillis chez elles et nous ont parfois donné l'un des maigres biens qu'elles possédaient. C'était parfois dur à vivre, surtout pour les jeunes.



Accompagnants Institut Don Bosco

Les contacts avec les enfants sont toujours riches en émotions, même si l'échange verbal est très limité

Ceux-ci ont régulièrement soulevé des questions intéressantes. Ils se souciaient du froid l'hiver, de comment vivre sans électricité, comment ces gens achetaient les habits. Tout était sujet à discussion et à questionnement.

Deuxièmement, l'immersion dans le système scolaire roumain fut également riche. L'école est parfois vue par nos élèves comme une contrainte. Ils n'hésitent pas à râler si un livre n'est pas neuf ou si le wifi ne marche pas et gaspillent parfois facilement le matériel personnel.

Nous avons constaté que cette école avait besoin de tout. Pour nous tous, cela a été un véritable choc. Nous ne pensions pas que nous allions amener du matériel qu'ils ne connaissaient pas. Cela a bousculé nos idées préconçues. C'était intéressant puisque nous avions peur d'amener du matériel pas assez bien. Notre mobilier était vieux et désuet et nous avions peur qu'il ne soit pas suffisamment utile dans ces écoles. Nous avons rapidement compris qu'il n'en était rien. Les besoins sont grands.

L'école est obligatoire en Roumanie mais, lors de la visite de Cotul Lui Ivan, nous avons vu que de nombreux élèves devaient travailler aux champs avec leurs parents. Les maîtresses d'école les rappelaient à l'ordre en disant que c'était contre la loi. Nous avons même croisé un garçon d'une dizaine d'années qui pleurait de ne pas pouvoir aller à l'école. Forcément, un tel événement fait réfléchir.

Ensuite, nous avons découvert un pays riche et accueillant. Cet aspect a fait intégralement partie de notre aventure roumaine. Les gens étaient bienveillants, souriants et accueillants. Nos rencontres furent riches et fructueuses. Le dialogue était

facile malgré la barrière linguistique. Nos élèves ont pu danser et rire, nous avons échangé avec d'autres professeurs des similitudes et différences de nos métiers. C'était une aventure humaine qui nous marquera pour toute notre vie.

Les visites culturelles étaient impressionnantes. Les monastères roumains séculaires regorgent de merveilles. L'église orthodoxe occupe une place centrale dans la vie du pays et c'était intéressant et intrigant de se plonger dans cette culture et d'essayer de la comprendre.

Perspectives d'avenir

Forcément, ce voyage nous a profondément marqués et, dès les premiers jours, nous nous sommes demandés s'il serait possible de poursuivre notre aventure et nos échanges avec cette école roumaine. Nous avons constaté que les besoins sont grands. Les élèves manquent de manuels, de petit matériel scolaire (crayons, cahiers, gommes,...) et de mobilier. Le matériel de sport est inexistant puisqu'ils possèdent actuellement un ballon de football par école et c'est tout.

Evidemment que cela reste une réflexion, mais nous aimerions déjà voir s'il nous serait possible d'envoyer du matériel par le biais de l'association Nendaz-Gherla qui nous a aidés pour l'organisation de ce projet. L'association fait parvenir régulièrement du matériel là-bas et nous aimerions pouvoir en profiter, notamment dans le matériel de sport puisque nous avons du vieux matériel à l'Institut. Le sport et l'activité physique nous interpellent puisque Don Bosco aime conserver une pédagogie salésienne dans laquelle l'activité physique occupe une place importante dans la pédagogie de l'enfant et de l'adolescent.

A notre retour, nous avons rencontré la direction pour parler de notre voyage et de la suite. Evidemment que nous aimerions pouvoir réitérer cette expérience et que nous allons en parler à la direction de l'école. Nous avons déjà gardé contact avec la direction de l'école de Golăiești qui aimerait poursuivre cet échange, même s'il s'agit simplement d'une correspondance et d'amitié.

Ce voyage a, sans hésiter, bouleversé nos vies à tous et laissera à jamais un souvenir impérissable dans nos cœurs. C'était une expérience unique qui s'est transformée en une véritable aventure humaine tout au long de l'année scolaire et qui nous a profondément marqués.

Elodie CONSTANTIN
Pour les accompagnants de 10 CO

*

* *

Représentations de l'OVR-Suisse à différentes rencontres

Tout au long de l'année, les membres du Comité – outre les réunions de comité proprement dites – ont représenté l'OVR-Suisse lors de différentes rencontres et manifestations. Comme chaque année et à la demande de plusieurs membres de l'association, voici un aperçu de leurs activités pour l'année 2019.

- | | |
|--------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12 janvier | - Vevey – Hommage à Eminescu organisé par la ville de Vevey, l'Association Vevey-Goicea et l'Ambassade de Roumanie à Berne
Représentants OVR : Pascal Praz, Vera & Hubert Rossel |
| 22 février | - Prilly – Assemblée générale et repas de soutien de l'Association Prilly-Brăduț
Représentante OVR : Rose-Marie Koch |
| 20 mars | - Avully – Assemblée générale de l'Association Avully-Remetea
Représentant OVR : Alain Nicola |
| 22 mars | - Plan-les-Ouates – Assemblée générale de l'Association Sângeorgiu de Pădure - Plan-les-Ouates
Représentant OVR : Alain Nicola |
| 2 août | - Nendaz – Anniversaire des 25 ans de l'Association Nendaz-Gherla
Représentants OVR : Christiane Béguin, Vera & Hubert Rossel |
| 14 septembre | - Lyon (F) – Fête consulaire, rencontre avec la Consule de Roumanie, les représentants d'OVR-Solidarité et la délégation de Mioveni/AG (partenaire du Grand-Saconnex)
Représentant OVR : Pascal Praz |
| 12 novembre | - Mons (B) – Honneurs et hommages rendus au décès de Pierre Lebacqz
Représentants OVR : Vera & Hubert Rossel |
| 29 novembre | - Nendaz – Assemblée générale de l'Association Nendaz-Gherla
Représentants OVR : Vera & Hubert Rossel |

Il est à relever que les membres du Comité ont assumé personnellement les frais de tous leurs déplacements et d'hébergement, tant en Suisse qu'à l'étranger. Ces frais de représentation se montent à plus de CHF 8 000.-. Il en est de même pour les frais inhérents au Secrétariat, ainsi que pour les traductions et le montage du Réseau, effectués bénévolement.



*Sărbători Ferice
și La Mulți Ani!*

http://www.route-voyages.com/_cache/730/375/pack-783-

*Meilleurs vœux
pour 2020 !
Les membres du
Comité OVR-Suisse*



Pierre Lebacqz

C'est au cours d'une discussion informelle avec des amis roumains, venus en Suisse pour célébrer les fêtes de jumelage entre les associations de Nendaz et de Gherla, que nous avons appris – incidemment – le décès de **Violeta Barbu**. Nous en avons ressenti un choc et une profonde tristesse, car nous n'avions pas connaissance de son décès, survenu il y a plus d'une année. Elle a été emportée par une crise cardiaque, le 5 mars 2018, à l'âge de 60 ans.

Je suis encore fort touché à l'idée de devoir vous partager cette triste nouvelle, car, depuis qu'elle a connu notre mouvement OVR, elle n'a eu de cesse de suivre son évolution et de collaborer avec nous pour mieux faire connaître la société civile de son pays. La plupart d'entre vous se souviennent certainement de cette personnalité très forte, qui avait accepté de venir à notre Assemblée générale de Prilly, en avril 2013, pour nous en parler librement, nous en montrer les difficultés, mais aussi les raisons d'y croire (1).

Passionnée d'Histoire et de culture, elle nous avait fait part, tout au long de l'année précédente, d'une série de réflexions sur « La recherche historique en Roumanie », en 4 articles parus dans *Le Réseau* (2). Elle insistait particulièrement sur l'importance de la « mémoire » en Histoire et posait la question qui taraude toute l'évolution de la société roumaine actuelle : « Quelle Histoire et quelle mémoire enseigner ? ». Cette question prend un relief tout particulier cette année de la remémoration du 30e anniversaire des événements de décembre 1989.

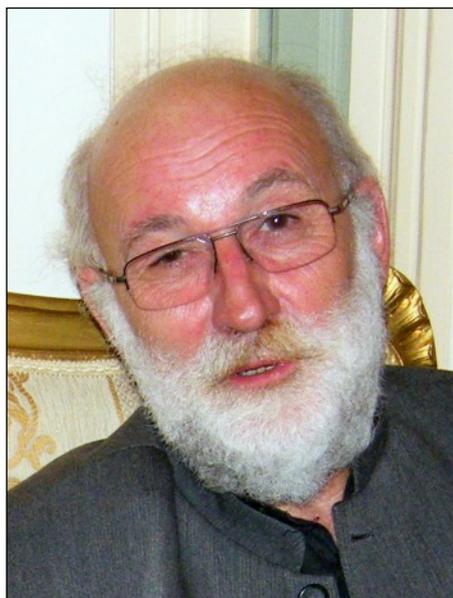
Violeta Barbu était chercheuse à l'Institut d'histoire "Nicolae Iorga" de l'Académie roumaine, ses domaines d'intérêt scientifique étant l'histoire sociale, l'anthropologie religieuse, l'histoire de l'Eglise et l'anthropologie historique. Mais elle était aussi professeure et elle a formé plusieurs générations d'étudiants. A l'Université de Bucarest, Violeta Barbu a, successivement, été chargée de cours à la faculté des Sciences politiques et administratives, section francophone, professeure agrégée à la faculté des Langues étrangères du département de Hungarologie, et professeure titulaire à la faculté de Théologie catholique romaine.

Nous qui avons eu la chance et le bonheur de la connaître, nous gardons un souvenir ému de sa gentillesse, de son ouverture et de sa tolérance, mais aussi de son engagement honnête et lucide dans et pour la société civile de son pays. La Roumanie a perdu une grande dame.

Hubert ROSSEL

(1) Un compte-rendu en a été présenté dans *Le Réseau* N° 47, août 2013, pp. 8-14.

(2) Ces différents articles ont paru dans *Le Réseau*, depuis le N° 43, avril 2012, jusqu'au N° 46, avril 2013, inclus. La série des 4 volets a été reprise pour constituer le *Hors Série* N° 2, avril 2013, de la revue.



Hubert Rosset

Pierre Lebacq nous a quittés, calmement, en toute discrétion, comme il avait l'habitude de se comporter dans la vie de tous les jours. Qui ne se souvient de cette personne effacée qui, depuis des années, représentait la Belgique lors de nos différentes Assemblées générales, et qui participait régulièrement à nos différentes activités, ici en Suisse ou en Roumanie.

Il était cardiaque, le savait et pestait parfois contre cette réalité qui l'empêchait de faire ce qu'il désirait, quand il le désirait. Sous son air penché et souriant, parfois narquois, se cachait une personnalité qui n'acceptait pas de perdre une once de son indépendance et de sa liberté d'action. Ne parlons même pas de sa liberté de pensée !

Mais ceux qui le connaissent bien savent que sous son ton bourru et parfois ironique, se cachait un cœur en or, d'une générosité débordante, et des qualités humaines hors pair qui avaient parfois du mal à s'exprimer.

Depuis le début, nous l'avons connu autour de projets mobilisateurs qui ont toujours pris beaucoup de place dans sa vie, la défense des libertés individuelles dans un pays qu'il a appris à bien connaître : la Roumanie. Il l'a parcourue dans tous les sens, y a rencontré des personnes attachantes, ouvertes et généreuses, malgré les circonstances difficiles du début. Des liens profonds, vrais, se sont développés avec certains et il était toujours en relation avec ces personnes, malgré l'éloignement et la distance.

La Roumanie ne le lâchait plus depuis des années ! Et il répétait à qui voulait l'entendre: « Ces gens ont une vie difficile, ils sont butés, mais ils sont généreux, empathiques et ont le sens de l'accueil; ça me plaît ! » Il aimait tellement cette mentalité qu'il avait même pensé s'installer dans ce pays pour y passer le reste de sa vie...

Il ne l'a pas fait finalement, pour renforcer les liens d'affection avec sa fille unique. Elle aussi voulait découvrir ce pays qui le passionnait tellement et ils ont eu l'occasion de faire ensemble ce voyage de découvertes partagées, il y a quelques mois à peine. Cela faisait si longtemps qu'il avait ce désir... Il a pu le réaliser avant d'entreprendre son dernier voyage solitaire.

La présence de cet homme honnête, vrai et tendre va nous manquer. Ses provocations ironiques et sarcastiques aussi... Nous gardons de lui un souvenir qui ne laisse personne indifférent et nous exprimons à sa fille toute notre sympathie, notre réconfort, ainsi que notre soutien ému. Elle a une personnalité aussi forte que celle de son père et est vraiment digne de lui.

Hubert ROSSEL

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

Les grandes lignes de force de cette fin d'année – à côté de la chute du gouvernement – s'articulent autour de 3 thèmes principaux : dans l'ordre chronologique, la nomination de l'ancienne cheffe du parquet anti-corruption, Laura Codruța Kőveși, à la direction du Parquet européen ; l'élection du président Klaus Iohannis, pour un deuxième mandat, à la tête de l'Etat roumain, ainsi que les épisodes de plus en plus tendus liés aux conditions anormales de l'exploitation des forêts roumaines, ce dont nous parlerons à la fin.

Plusieurs articles de presse ont aussi paru en relation plus directe avec les sujets traités dans ce numéro : la période communiste et les événements liés à sa fin officielle, en 1989, et le désir de créer un musée qui témoignera des conditions de vie de la population pendant ces années de dictature. Une large part de cette revue leur est consacrée.

Le rapatriement de la dépouille de la Reine Mère Hélène de Roumanie, de Suisse en Roumanie, est aussi une date importante pour la mémoire historique de la Roumanie, elle qui n'aura pas connu la période communiste dans son pays.

(Toutes les formes graphiques et typographiques ont été gardées telles que dans les articles originaux, sans uniformisation.)

La Rédaction

Nomination de Laura Codruța Kőveși

Laura Kovesi, une incorruptible roumaine à l'assaut de la fraude européenne

Assurée de devenir première cheffe du parquet européen, la magistrate Laura Codruta Kovesi tient sa revanche après des années à batailler en Roumanie contre les malversations de la classe politique, au point de devenir la hantise du gouvernement de Bucarest.

Cette brune tenace âgée de 46 ans a été pendant une dizaine d'années le fer de lance de la lutte contre la corruption dans l'un des pays de l'UE les plus affectés par la fraude financière, avant d'être limogée de la tête du parquet spécialisé (DNA) à la mi-2018.

Diabolisée par le gouvernement de gauche roumain, Mme Kovesi était entrée en résistance contre la refonte controversée du système judiciaire menée depuis plus de deux ans par le Parti social-démocrate (PSD) que ses détracteurs accusent de vouloir «contrôler la justice». Elle s'était portée candidate pour diriger le nouveau parquet européen, qui verra le jour en 2020, alors que Bucarest affrontait les foudres de la Commission européenne pour sa réforme judiciaire menée au pas de charge.

Laura Kovesi a inspiré les milliers de manifestants roumains qui descendent régulièrement dans la rue depuis janvier 2017 pour «défendre l'Etat de droit», munis de pancartes portant son nom. Le travail de la magistrate a toujours été défendu par le chef de l'Etat Klaus Iohannis, à couteaux tirés avec le gouvernement.

Entêtement

Cette femme qui se décrit comme «têtue» avait dirigé le DNA entre 2013 et juillet 2018. Sous sa houlette, les procureurs avaient mis en examen 14 ministres ou anciens ministres, 43 parlementaires et plus de 260 élus locaux. L'homme fort du PSD Liviu Dragnea, longtemps considéré comme le politicien le plus puissant du pays, figure parmi ces derniers: il a été condamné fin mai à trois ans et demi de prison dans une affaire d'emplois fictifs et incarcéré.

Pas surprenant donc que la majorité ait tout tenté pour empêcher l'ascension de Mme Kovesi: l'ancien ministre de la Justice Tudorel Toader avait envoyé début 2019 à ses homologues de l'UE une lettre dressant un portrait au vitriol de la magistrate, tandis qu'une nouvelle juridiction disciplinaire a lancé contre elle des poursuites, toujours en cours, dans deux dossiers.

Des «affabulations (...) destinées à m'empêcher d'accéder à cette fonction» européenne, avait commenté la magistrate.

Une accusation récurrente porte sur des «abus» que Mme Kovesi aurait commis ou permis dans les enquêtes du DNA. Des allégations qu'elle réfute aussi, soulignant n'avoir «jamais enfreint la loi».

Les médias proches de la majorité l'accusent pêle-mêle d'être un «agent de la CIA» ou d'avoir reçu un million d'euros de pots-de-vin de la part d'un membre du milieu. Deux employés d'une société privée israélienne de renseignement, Black Cube, ont été condamnés en Roumanie pour une tentative de harcèlement de Mme Kovesi mais le nom du commanditaire de cette opération n'a pas encore été rendu public.

«Fantassin»

De telles campagnes d'intimidation n'ont fait qu'enhardir cette femme à la voix posée et au sourire timide, qui confiait avec humour à l'AFP sa réticence à ouvrir la télé ou les journaux, de peur de découvrir avoir «encore commis Dieu sait quel méfait».

Mme Kovesi ressemble à «un fantassin couvert de cicatrices, qui a essuyé des centaines de coups» et a prouvé «sa capacité à résister à la pression», estimait récemment l'écrivain et éditorialiste Cristian Tudor Popescu.

Championne de basket-ball dans sa jeunesse, «persévérante» et «ambitieuse», selon ses anciens entraîneurs, Mme Kovesi avait connu une ascension rapide: après avoir été chargée pendant neuf ans de dossiers de criminalité organisée au sein du parquet de Sibiu (centre), elle fut désignée Procureur général en 2006 pour un mandat de trois ans, renouvelé en 2009.

Alors que Bruxelles a plusieurs fois mis en garde Bucarest contre tout retour en arrière sur la justice, Mme Kovesi assurait dans une interview à l'AFP que «le courage des procureurs et leur volonté de mener à bien leur mission sont irréversibles». (AFP, *Libération*, Paris, 19 septembre 2019)

*** *** ***

La Roumaine Kőveși officiellement désignée à la tête du nouveau parquet européen

Les négociateurs du Parlement européen et des Etats membres ont conclu mardi un accord sur la nomination de Laura Codruta Kőveși

au poste de premier procureur européen. La nomination de la Roumaine a été une formalité après que les États membres eurent déjà exprimé leur soutien la semaine dernière. Le parlement, quant à lui, la soutenait déjà depuis un certain temps. « Mme Kövesi est le choix idéal pour devenir procureur européen », a déclaré l'Espagnol Juan Fernando Lopez Aguilar, président de la commission des libertés civiles du Parlement européen. « Elle possède d'excellentes compétences professionnelles. De plus, la Roumanie n'occupe actuellement aucun poste clé dans l'Union européenne. Elle sera désormais l'une des femmes fortes qui dirigent l'UE. »

Mme Kövesi dirigera le nouveau parquet européen, qui aura le pouvoir d'enquêter et d'engager des poursuites concernant des infractions portant atteinte au budget de l'UE, telles que la fraude, la corruption, le blanchiment de capitaux et la fraude transfrontière à la TVA.

Même si elle était depuis longtemps l'une des grandes favorites pour ce poste, la Roumaine a été vivement critiquée par son pays. Selon Bucarest, en tant que cheffe du service anti-corruption du parquet roumain, elle a dépassé les bornes au cours des ses enquêtes, qui ont abouti à la condamnation de dizaines de politiciens locaux et nationaux.

L'été dernier, il était devenu évident que Laura Codruta Kövesi prendrait la tête du parquet européen après qu'elle eut reçu le soutien de la France. Qui défendait jusque là la candidature d'un de ses compatriotes, Jean-François Bohnert. Ce dernier a toutefois depuis été élu à la tête du département de la criminalité financière du parquet français.

Le parquet européen devrait être opérationnel d'ici la fin 2020. Au total, 22 États membres européens en font partie. Outre le Royaume-Uni, la Suède, la Hongrie, la Pologne, l'Irlande et le Danemark restent également sur la touche, mais ces pays peuvent décider à tout moment de le rejoindre. (Belga, *Metrotime.be*, Bruxelles, 24 septembre 2019)

*** **

Une icône de la lutte anticorruption confirmée à la tête du nouveau parquet européen

La magistrate roumaine Laura Codruta Kovesi a été confirmée comme première cheffe du parquet européen antifraude, un nouveau poste clé au sein des instances de l'UE, a annoncé mercredi le Parlement européen.

Cette ancienne cheffe du parquet anticorruption roumain est nommée pour un mandat de sept ans et peut désormais entrer en fonction.

Le président du Parlement européen David Sassoli et les chefs des groupes politiques de cette assemblée ont entériné la nomination de Mme Kovesi, décidée dans le cadre d'un accord en septembre avec les représentants des États membres.

Au total, 22 États membres de l'UE participent au parquet européen. La candidature de Mme Kovesi, 46 ans, avait été approuvée malgré l'hostilité de Bucarest.

Organe indépendant qui doit être opérationnel fin 2020, le parquet européen sera chargé de rechercher, poursuivre et renvoyer devant la justice les auteurs d'infractions portant atteinte aux finances de l'UE, telles que la corruption ou la fraude transfrontalière à la TVA excédant 10 millions d'euros.

Le bureau du parquet européen dirigé par Mme Kovesi, et qui sera composé d'un collège de procureurs originaires de tous les pays participants, sera installé à Luxembourg.

Outre Le Royaume-Uni, qui doit quitter l'UE le 31 octobre, les cinq pays qui ont décidé pour l'instant de ne pas y participer sont la Suède, la Hongrie, la Pologne, l'Irlande et le Danemark.

Dans son pays, la magistrate a été pendant une dizaine d'années le fer de lance de la lutte contre la corruption avant d'être limogée de la tête du parquet spécialisé (DNA) à la mi-2018. (AFP, *La Libre Belgique*, Bruxelles, 16 octobre 2019)

*** **

Kovesi peut démarrer son mandat de procureur en chef européen

Les principaux députés européens du Parlement européen ont approuvé la nomination de la candidate Roumaine Laura Codruta Kövesi à la direction du premier bureau du nouveau Parquet européen. La décision de la Conférence des présidents (le président du PE, David Sassoli et les chefs de groupes politiques) fait suite à un accord conclu en septembre entre le Parlement européen et les négociateurs du Conseil de l'UE sur le nouveau procureur européen, a annoncé le PE dans un communiqué de presse. L'équipe de négociation du Parlement a soutenu Kövesi tout au long des négociations.

«Après sa confirmation aujourd'hui, Madame Kövesi peut commencer son mandat de sept ans. Le Conseil a approuvé l'accord plus tôt cette semaine », peut-on lire dans le communiqué du Parlement européen. L'ancien Premier ministre roumain Dacian Ciolos, dirigeant du groupe Parlement européen «Europe renouvelée», a tenu à féliciter personnellement Kovesi pour son soutien. «C'est un moment important et symbolique pour la Roumanie que la lutte contre la fraude et la corruption ait une incidence sur les fonds publics de l'Union européenne et qu'elle soit dirigée par une Roumaine au cours de ces sept prochaines années. Félicitations, Laura Codruta Kövesi! Vous avez la possibilité de bâtir à partir de zéro le bureau du procureur européen et je suis sûr que vous le ferez avec compétence et responsabilité », a déclaré Ciolos.

Le Parquet européen, qui devrait être opérationnel à la fin de 2020, sera un bureau indépendant chargé d'enquêter, de poursuivre et de traduire en justice les infractions au budget de l'UE, telles que la fraude, la corruption ou la fraude à la TVA transfrontalière d'un montant supérieur à 10 millions d'EUR. La liste des crimes pourrait être étendue à l'avenir pour inclure, par exemple, le terrorisme.

Jusqu'à présent, 22 États membres ont adhéré à l'OEPP. Les cinq pays qui ne participent pas actuellement - Suède, Hongrie, Pologne, Irlande et Danemark - pourraient y adhérer à tout moment.

Le bureau central de l'OEPP sera basé au Luxembourg, avec le procureur général et un collège des procureurs de tous les pays participants. Ils dirigeront les enquêtes criminelles quotidiennes menées par les procureurs délégués dans tous les États membres participants. (Grégory RATEAU, *lepetitjournal.com*, Bucarest, 18 octobre 2019)

*** **

Les premiers résultats du procureur EUR seront connus dans 2 ou 3 ans

La Roumaine Laura Codruta Kovesi, premier procureur générale européen, s'attend à ce que les premiers résultats de son travail soient visibles dans deux ou trois ans. Kovesi prendra ses fonctions, le 4 novembre, à la tête du Parquet européen, au Luxembourg, où elle coordonnera une équipe de procureurs des États membres de l'UE

qui enquêteront sur la fraude et la corruption lors de l'utilisation des fonds européens.

"Je pense que les attentes seront très grandes une fois que l'institution commencera à travailler efficacement sur les cas", a déclaré Kovesi à Reuters lors d'un entretien. "Mais je pense que les gens doivent comprendre que des résultats crédibles seront obtenus dans deux, trois ans, une fois que les verdicts finaux des tribunaux auront commencé à être rendus."

Le budget de l'UE pour la période 2021-2027 s'élève à près de 160 milliards d'euros, souligne Reuters. Entre 2002 et 2016, l'UE a perdu près de 9 milliards d'euros à cause de la fraude fiscale, a déclaré un rapport de la Cour des comptes européenne plus tôt cette année.

Laura Codruta Kovesi, qui dirigeait la Direction générale de la lutte anticorruption (DNA) de Roumanie de 2013 à 2018, doit organiser l'OEPP, qui devrait être lancé en 2020. Ce dernier mènera une enquête et engagera des poursuites pénales dans les cas de franchissement des frontières intérieures de l'UE, en particulier ceux qui affectent le budget depuis novembre 2017.

"Une grande partie de l'efficacité de l'OEPP dépendra de la capacité de Kovesi à convaincre les Etats membres de lui donner les procureurs et les ressources dont elle aura besoin", note Reuters.

«Pour l'instant, ma principale préoccupation est de veiller à ce que l'institution dispose du budget et des ressources nécessaires pour fonctionner», a conclu Kovesi. (Reuters, *lepetitjournal.com*, Bucarest, 31 octobre 2019)

Elections présidentielles

Roumanie : le pro-européen Iohannis réélu à la présidence

Le libéral Klaus Iohannis a remporté dimanche [24 novembre, ndr] un second mandat présidentiel en Roumanie, infligeant à la gauche une défaite historique qui marque la volonté des électeurs de défendre l'Etat de droit et la lutte contre la corruption.

Selon des résultats portant sur le dépouillement de 95% des bureaux de vote, le chef d'Etat sortant a recueilli un peu plus de 63% des voix, tandis que les sociaux-démocrates essuient leur échec électoral le plus cuisant depuis la chute du régime communiste il y a trente ans. Viorica Dancila, la dirigeante du Parti social-démocrate (PSD) et adversaire de M. Iohannis, totaliserait près de 37% des voix, selon ces résultats qui ne prennent pas en compte le vote des Roumains de l'étranger.

Mme Dancila, âgée de 55 ans, a dirigé le gouvernement pendant près de deux ans avant d'être renversée en octobre par le Parlement.

Le PSD, parti de gauche aux accents populistes et eurosceptiques qui domine la vie politique roumaine depuis 1990, fait les frais de son impopularité croissante, liée notamment à ses tentatives d'affaiblir la justice anticorruption et aux scandales ayant touché nombre de ses élus.

Cette formation issue de l'ex-parti communiste a été ces dernières années accusée de saper l'Etat de droit et d'isoler la Roumanie sur la scène européenne.

Ancien professeur de physique âgé de 60 ans, Klaus Iohannis était le favori du second tour, soutenu notamment par les dizaines de milliers de Roumains qui sont descendus dans les rues depuis 2017 pour dénoncer les réformes de la justice menées par la gauche.

Une électrice de Bucarest, Cristina, 42 ans, qui travaille dans le secteur de la santé, a dit espérer que la «démocratie prévaudra, pour

que les Roumains puissent enfin vivre en paix» et tourner la page des crises à répétition provoquées par le PSD.

Après la motion de censure contre Mme Dancila, un cabinet de centre droit sous la houlette du Parti national libéral (PNL), dont est issu M. Iohannis, a pris les rênes du gouvernement. Mais le PSD reste majoritaire au parlement et les prochaines législatives sont prévues fin 2020.

Un pays qui change

Durant ses presque trois années de cohabitation houleuse avec la gauche, Klaus Iohannis s'est livré à une guerre d'usure pour entraver la réforme du système judiciaire.

Les prérogatives du président de la République lui permettent de jouer un rôle déterminant dans le domaine des Affaires étrangères et d'émettre un avis sur la nomination des hauts magistrats du parquet et des ministres.

Egalement décriée par la Commission européenne, la réforme de la justice a coûté au PSD plus d'un million de voix, estime le sociologue Alin Teodorescu.

Les sociaux-démocrates ont même perdu en popularité dans leurs bastions de la campagne. L'émigration et l'accès à Internet, qui ont permis aux Roumains de découvrir l'Europe de l'ouest, ont modifié leurs préférences électorales, au détriment du PSD, explique l'anthropologue Vintila Mihailescu.

Au premier tour il y a deux semaines, Mme Dancila avait recueilli moins de 3% des voix parmi l'importante diaspora roumaine. Quelque quatre millions de Roumains vivent à l'étranger, l'entrée du pays dans l'UE en 2007 ayant accéléré l'émigration d'une population à la recherche de meilleures conditions de vie.

«Les partis politiques devront offrir quelque chose de tangible à ces Roumains de la diaspora qui ne pourront plus être achetés avec des cadeaux électoraux. Ils veulent des autoroutes, des services médicaux de qualité pour leurs familles restées au pays», souligne le sociologue Sebastian Lazaroiu.

Septième pays le plus peuplé de l'Union européenne avec 19,4 millions d'habitants, la Roumanie affiche de profondes disparités entre les centres urbains, dont le niveau de vie se rapproche des standards européens, et les zones rurales, parmi les plus pauvres du continent. Près d'un Roumain sur deux vit à la campagne.

Ces dernières années, la Roumanie a enregistré de forts taux de croissance économique (7% en 2017 et 4,1% en 2018), dopée par des hausses des retraites et des salaires dans le secteur public octroyées par le PSD. Mais ces largesses ont suscité l'inquiétude de l'UE et du Fonds monétaire international (FMI), qui ont mis en garde contre une explosion du déficit. (AFP, *La Croix*, Paris, 24 novembre 2019)

*** **

Klaus Iohannis réélu, la victoire d'une Roumanie pro-européenne

Issu de la petite minorité allemande de Transylvanie, le candidat libéral a été élu pour un second mandat de président avec 63 % des suffrages.

Le libéral d'origine allemande Klaus Iohannis a gagné un second mandat en tant que président de la Roumanie après sa victoire écrasante contre la candidate sociale-démocrate et ancienne Première ministre Viorica Dancila. Dimanche 24 novembre, 63 % des Roumains lui ont donné leurs votes, un très bon score dû à la diaspora. Environ quatre millions de Roumains sont partis travailler sur les marchés de l'Europe de l'Ouest et presque un million d'entre eux ont accordé leur confiance au président sortant.

La victoire de Klaus Iohannis, âgé de 60 ans, est la victoire d'une Roumanie pro-européenne face à une Roumanie ancrée dans son passé. « C'est une victoire contre le Parti social-démocrate qui a été un obstacle pour le développement de la Roumanie depuis la chute du régime communiste, il y a trente ans, a déclaré Klaus Iohannis après l'annonce de sa victoire. Ce parti a essayé de contourner la justice en votant des lois destinées à protéger les hommes politiques corrompus et les voleurs. »

Issu de la petite minorité allemande de Transylvanie, région située au centre de la Roumanie, ce protestant taiseux a obtenu un second mandat dans un pays à 87 % orthodoxe où les Roumains, en bons Latins, adorent discuter. Klaus Iohannis ne s'était pas beaucoup montré pendant la campagne électorale, mais sa discipline teutonique a convaincu les Roumains de lui confier leurs votes. Son adversaire Viorica Dancila, présidente du Parti social-démocrate (PSD), fait les frais de son offensive contre la justice et l'État de droit.

« J'ai montré que l'on pouvait avoir une administration efficace »
Depuis sa victoire aux élections législatives de 2016, le PSD a eu un seul objectif : blanchir le casier judiciaire de son chef Liviu Dragnea condamné en 2016 à trois ans de prison avec sursis pour fraude électorale. La Première ministre sociale-démocrate Viorica Dancila a lancé une offensive contre les magistrats, mais ses attaques contre l'État de droit ont échoué. Le 28 mai, M. Dragnea a été à nouveau condamné à trois ans et demi de prison ferme pour abus de pouvoir. Le 4 novembre, le gouvernement social-démocrate a été lui aussi balayé par une motion de défiance votée par l'opposition libérale et ses alliés au Parlement. Ces deux événements ont ouvert à Klaus Iohannis une autoroute vers un deuxième mandat.

À 40 [sic!] ans, ce professeur de physique et leader du Forum démocrate des Allemands de Roumanie était devenu maire de Sibiu, ville située au centre du pays, en obtenant 70 % des voix. Une performance qui s'est reproduite à quatre reprises dans une ville qui ne compte plus que 1 % de population d'origine allemande. En 2013, M. Iohannis intègre le Parti national libéral (PNL) qui le choisit comme candidat à l'élection présidentielle un an plus tard. Sa mission : gagner la présidence face au candidat du Parti social-démocrate (PSD), un colosse hérité de l'ancien Parti communiste qui avait la majorité au Parlement et contrôlait le gouvernement ainsi que la plupart des mairies. Mais ce David issu de la communauté allemande a surpris une fois de plus le Goliath social-démocrate. « À Sibiu, j'ai montré que l'on pouvait avoir une administration efficace, avait-il déclaré à l'époque. Je suis persuadé que je pourrais faire la même chose pour la Roumanie tout entière. » Une promesse qui a convaincu les Roumains.

La Transylvanie, région située au centre de la Roumanie, comporte beaucoup de villages allemands depuis que des colons venus d'Allemagne étaient arrivés il y a 800 ans. Après la chute du régime communiste en 1989, les Allemands avaient quitté la Transylvanie en masse pour échapper à la transition chaotique de la Roumanie vers l'économie de marché. Aujourd'hui, il n'en reste plus que quelques milliers et les villages désertés montrent encore des traces de cette hémorragie ethnique qui a privé la Roumanie d'un atout économique important. Quelle meilleure vengeance pour cette minorité que la victoire de son représentant à la tête du pays ! (Mirel BRAN, *Le Point*, Paris, 25 novembre 2019)

*** *** ***

Roumanie : défaite historique de la gauche à l'élection présidentielle

Le président de centre-droit sortant Klaus Iohannis l'emporte avec 63 % des voix face à la candidate sociale-démocrate Viorica Dancila. Après trois ans au gouvernement, le Parti social-démocrate (PSD) roumain a été lourdement sanctionné par les électeurs au deuxième tour des élections présidentielles qui se sont tenues dimanche 24 novembre. Viorica Dancila, ancienne première ministre, a obtenu à peine 37 % des voix, selon des résultats quasi-définitifs. Pour cette formation qui domine la vie politique nationale de façon quasi continue depuis la révolution de 1989 et sort de trois années de pouvoir agitées, c'est un lourd désaveu. Jamais un candidat du PSD n'avait obtenu de score aussi faible à une présidentielle.

Face à elle, le président sortant Klaus Iohannis, 60 ans, est largement réélu pour un second mandat de cinq ans. Si sa victoire était acquise, son ampleur vient clore une cohabitation tendue entre ce chef d'État de centre-droit et un gouvernement de gauche qui avait pris des accents souverainistes et multiplié les réformes pour affaiblir la lutte anti-corruption, sous les vives critiques de la rue et des institutions européennes. « *La Roumanie moderne, la Roumanie européenne, la Roumanie normale a gagné aujourd'hui* », a salué Klaus Iohannis depuis le siège de sa formation, le Parti national libéral (PNL).

90 % de soutien parmi la diaspora

Avec son calme habituel, ce président d'origine allemande a à peine célébré devant quelques dizaines de partisans cette victoire pourtant historique. « *Il y a beaucoup de choses à réparer* », a-t-il déclaré, avec à ses côtés le nouveau premier ministre Ludovic Orban, qui a réussi à renverser Viorica Dancila en octobre, en profitant des divisions de la gauche.

M. Iohannis a pu compter sur les voix de la jeunesse, des citoyens, mais surtout sur celles de la diaspora. Massivement anti-PSD, cette dernière s'est mobilisée comme jamais avec plus de 900 000 voix exprimées, à 90 % pour M. Iohannis. Arrivé troisième, le candidat du parti anti-corruption Union Sauvez la Roumanie avait également appelé à voter pour lui.

Une réforme de la justice très critiquée

Ce résultat marque l'échec de la stratégie de la gauche qui a tenté ces dernières années de séduire l'électorat rural avec des hausses des aides sociales et un discours à la tonalité souverainiste, quitte à tourner le dos à l'orientation proeuropéenne historique du pays et aux plus de trois millions de Roumains partis chercher du travail en Europe de l'Ouest. En parallèle, le PSD a mené de multiples réformes de la justice, officiellement destinées à limiter les abus des procureurs, mais profitant en réalité directement à l'ancien président du parti, Liviu Dragnea. Finalement emprisonné le 27 mai dernier pour corruption, celui-ci avait dû laisser la présidence du parti à Viorica Dancila, qui avait mené toutes ces réformes sans protester.

« *Certains de nos dirigeants se sont peut-être trop concentrés sur le sujet de la justice. Il va falloir comprendre les évolutions de la société roumaine et prendre en considération la diaspora* », reconnaît Victor Negrescu, cadre du parti et ancien ministre des affaires européennes qui avait quitté le gouvernement en signe de protestation contre le virage eurosceptique du parti. « *La seule direction possible est la direction proeuropéenne* », plaide ce représentant de l'aile modernisatrice du parti.

Une majorité étriquée au Parlement

Viorica Dancila pourra-t-elle se maintenir à la tête du parti ? Elle a refusé de démissionner dimanche soir. « *Je suis persuadée que nous sommes capables de gagner les élections municipales et parlementaires de l'année prochaine* », a-t-elle au contraire déclaré, en brandissant les trois millions de voix obtenues, un chiffre en hausse par rapport à la débâcle subie aux élections européennes de mai dernier. Le PSD peut en effet profiter d'un an dans l'opposition pour se refaire. Le PNL ne bénéficie que d'une majorité disparate et étriquée au Parlement, qui l'empêche de mener toutes les réformes qu'il souhaiterait. M. Orban s'interroge notamment encore sur la façon de revenir sur les réformes de la justice adoptées par le PSD. La façon la plus rapide et sûre de le faire serait de passer par des ordonnances. Or c'est précisément la méthode qu'employait le PSD lorsqu'il était au pouvoir. Sous les vives critiques du PNL alors dans l'opposition. (Jean-Baptiste Chastand et Mirel BRAN, *Le Monde*, Paris, 24 novembre 2019)

Les événements de décembre 1989 et leurs conséquences

Roumanie 1989, la révolution confisquée

En décembre 1989, à l'instar des Polonais, des Hongrois, des Tchèques et des Allemands de l'Est, les Roumains montent aux barricades pour renverser le régime communiste de Nicolae Ceausescu, un des plus opaques et cruels de l'ancien bloc soviétique. Cette révolution éclair, violente, s'est soldée par un bain de sang et par l'exécution sommaire du dictateur et de sa femme.

30 ans plus tard, la Roumanie peine à se défaire de cet héritage.

C'est une petite caserne militaire comme il en existe des dizaines en Roumanie, mais celle de Targoviste, à 80 kilomètres de Bucarest, a des airs de maison hantée. Les pièces sont sombres et humides.

C'est comme si le temps s'y était arrêté le 25 décembre 1989.

Ionel Boyeru se souvient de tout, comme si c'était hier, même du parfum que portait le dictateur Nicolae Ceausescu quand il a débarqué, devant lui, d'un véhicule blindé, avec sa femme Elena.

C'était Noël, et les heures du régime de terreur de celui qu'on appelait le Conducator étaient comptées, au terme d'un soulèvement populaire auquel l'armée venait de se rallier.

Ionel Boyeru, un soldat d'élite, avait accepté une mission secrète le matin même, mais jamais, au grand jamais, il n'avait imaginé qu'il serait de l'escouade de trois soldats qui allait sous peu exécuter les Ceausescu dans la cour arrière de la caserne.

« *Dès que nous sommes arrivés à la caserne, nos supérieurs nous ont pointé le mur de pierre et ils nous ont prévenus que le couple y serait exécuté. Le procès n'avait même pas encore commencé* ». (Ionel Boyeru)

Une parodie de procès qui passera à l'histoire.

Nicolae et Elena Ceausescu ont été jugés en moins de 55 minutes par un tribunal militaire improvisé. Ils seront reconnus coupables de génocide et condamnés à mort sur-le-champ.

Ceausescu a chanté l'Internationale en marchant vers le mur et Elena nous a envoyés au diable. Tout s'est passé très vite, explique Ionel Boyeru.

Ionel Boyeru raconte qu'il y avait des militaires tous les deux mètres pour surveiller l'exécution, de peur que la Securitate de Ceausescu, sa police secrète, soit cachée non loin, prête à intervenir.

Puis les trois hommes ont ouvert le feu sans même que le caméraman qui venait de filmer le procès ait le temps de capter la scène.

Ceausescu me regardait dans les yeux et moi [je le regardais] dans les siens, se rappelle Ionel Boyeru. C'était horrible. Je me suis dit : « *Voilà, c'est la vengeance pour tous ceux que vous avez tués et le peuple que vous avez tant fait souffrir* ». Mais en même temps, je me suis dit : « *Ils sont des humains, c'est pas normal* ». ... Cela m'a traumatisé et je le suis encore aujourd'hui.

La caserne de Targoviste a été depuis convertie en un petit musée désert que même Ionel visite rarement.

Il n'y avait qu'un seul couple de touristes, des Français, qui étaient là lors de notre passage au mois d'octobre dernier. Quand ils ont entendu le récit de Ionel, ils n'en croyaient tout simplement pas leurs oreilles. Puis ils se sont approchés.

Vous vous rendez compte, Monsieur, ont-ils dit, que vous êtes un des instigateurs de la nouvelle Roumanie?

Ionel a alors baissé les yeux, avant de leur répondre qu'il aurait souhaité un sort différent.

« *J'aurais aimé que la Roumanie ne soit pas ce qu'elle est devenue aujourd'hui* ». (Ionel Boyeru)

Combien sont morts? Et pourquoi, au juste?

Ils nous ont volé la révolution en 1989. Aujourd'hui, ils veulent nous voler tout le pays.

C'est ce qui est écrit blanc sur noir sur la pancarte qui traîne dans le salon familial des Giurcanu.

Nicoleta et Catalin vivent modestement dans un petit appartement en banlieue de Bucarest avec leurs deux fils.

Nicoleta travaille dans une garderie, et lui pour un organisme sans but lucratif.

Ils ont souvent songé à quitter la Roumanie pour se construire une vie plus stable, *mais ce serait tuer mon père à nouveau si je quittais le pays*, explique Catalin, la voix étouffée par les sanglots.

Son père est mort d'une balle dans le dos en décembre 1989.

Catalin raconte, les larmes aux yeux, qu'ils étaient sortis rejoindre les autres manifestants à Bucarest pour crier à tue-tête ce qu'ils réprimaient depuis l'enfance.

« *"À bas le communisme. À bas Ceausescu!" C'était une libération incroyable de le dire tout haut.* » (Catalin)

Son père n'est jamais rentré à la maison ce soir-là. Catalin a découvert son corps sans vie le lendemain, étendu dans la rue.

Nous l'avons transporté à la maison et l'avons décoré de branches de sapin qu'il avait acheté pour Noël, se rappelle Catalin.

Nicoleta est tout aussi émue quand elle parle du mois de décembre 1989.

Elle n'avait que 12 ans, et sortir manifester contre le régime lui a coûté une nuit en prison avec son père et son frère.

Ils ont été battus et humiliés pendant des heures par la police secrète avant d'être libérés quand les Ceausescu ont été renversés.

« *La mort de Ceausescu a été un moment extraordinaire. Nous avions tant d'espoir!* » (Nicoleta)

Nicoleta et Catalin se sont rencontrés des années plus tard, unis par la douleur et leur quête de justice.

Comme la plupart des Roumains, ils considèrent avec le recul que la révolution de 1989 était un coup d'État organisé par l'élite du Parti communiste.

L'histoire leur a donné raison.

Le parti né du soulèvement populaire, puis officiellement élu en 1990, sera dirigé et formé d'anciens fidèles de l'appareil communiste, y compris des membres de la Securitate.

Aujourd'hui baptisée Parti social-démocrate (le PSD), la formation demeure le pilier de la vie politique en Roumanie, malgré plusieurs changements de garde à la tête du pays.

« *C'est insoutenable, insupportable. C'est le même Parti communiste, mais sous un autre nom, et il occupe les postes clés de l'État encore aujourd'hui* ». (Catalin)

Catalin a du mal à concevoir que, 30 ans plus tard, les mêmes bandits contrôlent tous les organes du gouvernement au niveau national comme municipal.

Sa femme Nicoleta suit même une thérapie qui l'amène tous les ans à visiter la petite cellule où elle a tant souffert. Mais c'est difficile de guérir dans ces circonstances, dit-elle.

Combien sont morts? Combien de familles ont souffert? Et pourquoi, au juste? Pour que l'on se retrouve aujourd'hui face à une bande de criminels qui se moquent de nous et qui nous volent sans scrupules? s'insurge Nicoleta.

Un pays sous surveillance

Bien que membre de l'Union européenne depuis 2007, la Roumanie demeure un des enfants terribles de ce club select en raison de la corruption qui ravage ses institutions publiques.

Un fléau qui se manifeste dans le piètre état des routes, des projets d'infrastructures qui stagnent et des chantiers abandonnés.

Il s'est construit un seul hôpital neuf en 30 ans, un seul dans toute la Roumanie, explique Catalin révolté.

Le bilan des enquêtes menées par le Parquet national anticorruption (DNA), mis sur pied en 2012 pour faire le grand ménage, en dit long sur le détournement de fonds.

Plus de 1200 politiciens ont été inculpés pour corruption, dont le grand chef du PSD, Liviu Dragnea.

L'homme politique le plus influent de la Roumanie a écopé cette année de 3 ans et demi de prison, mais pas sans dire son dernier mot.

Il aura en effet déployé tous les efforts nécessaires pour que la procureure en chef de la DNA soit limogée, et son parti a entrepris une vaste réforme du système de justice afin de blanchir les politiciens qu'elle a réussi à traduire en justice.

Un recul majeur qui inquiète les dirigeants de l'Union européenne, mais surtout le peuple roumain.

Il aura fallu en arriver là pour que les citoyens retournent manifester dans à la rue, avec force.

Le projet d'amnistie pour les politiciens corrompus a entraîné un vaste mouvement de protestation, le plus important depuis la chute du régime des Ceausescu.

L'exode, mais aussi l'espoir

Mais là n'est pas le seul drame de la Roumanie. L'autre drame, c'est celui de l'exode.

Les statistiques sur le nombre de Roumains qui plient bagage sont inquiétantes.

Selon l'ONU, la Roumanie est aujourd'hui la deuxième source de migrants dans le monde, tout juste après la Syrie. Plus de 4 millions de Roumains ont décidé de s'expatrier au cours des dix dernières années.

« *Tout le monde part, les gens n'en peuvent plus. C'est comme un déluge* ». (Catalin)

Tout le monde? Non. Car il y a ces jeunes pleins d'espoir qui refusent d'abandonner leur pays.

Nous les avons rencontrés, place de la Victoire à Bucarest, devenu le lieu de prédilection de la jeunesse qui y côtoie les vieux révolutionnaires de 89 lors des grands rassemblements.

Je ressens plus que jamais le devoir de rester et de changer mon pays, explique Marina Mateescu, une jeune dentiste de 29 ans qui vient de donner naissance à son premier enfant.

Elle a reçu plusieurs offres d'emploi à l'étranger, dont une au Canada, mais la jeune maman résiste à la tentation de fuir.

Elle est de toutes les manifestations qui animent la capitale depuis deux ans.

Elle aussi ne peut retenir ses larmes quand elle parle du statu quo en Roumanie.

« *C'est un pays magnifique et j'y suis profondément attachée, mais j'ai l'impression que les Roumains ne savent pas se respecter et qu'ils n'ont pas réussi à valoriser ce que nous avons acquis au fil de l'histoire* ». (Marina)

Iona Abaseaca, une étudiante de 24 ans, parle elle aussi avec passion de son devoir de citoyenne.

Elle revient de deux ans d'exil en France, inspirée par le désir d'assainir un système politique opaque qui ne cesse de perpétuer les habitudes malsaines du passé.

C'est un legs historique en Roumanie. Notre histoire est chargée de faits de corruption. C'est une mentalité qu'il faut changer et c'est à nous de faire accomplir les espérances de nos parents qui ont participé à la révolution pour mieux vivre en Roumanie, plaide Iona Abaseaca.

Pour Ionel Boyeru, aujourd'hui militaire à la retraite, la Roumanie a fait fausse route en décembre 1989 et nous avons tous une responsabilité à porter, dit-il.

Sa fille aînée a choisi de partir à Londres, mais il lui reste avec sa plus jeune de 13 ans, née d'un deuxième mariage.

Il ne sait toujours pas comment il lui expliquera le rôle qu'il a joué en décembre 1989 pour mettre un terme à la dictature des Ceausescu de façon aussi brutale.

Ce n'est pas un geste qui mérite d'être applaudi, mais on ne peut pas changer l'histoire, dit-il. Mais il n'est jamais trop tard pour penser à l'avenir.

« *J'ai des remords dans la mesure où j'aimerais au moins pouvoir laisser quelque chose à mes enfants, un pays où il est possible de bâtir... sinon qu'est-ce qu'ils vont devenir?* » (Ionel Boyeru)

Dans le salon de Nicoleta et Catalin, le ton est optimiste et combatif. *Je me battrais jusqu'à ce que la Roumanie se relève*, dit Nicoleta.

Alors que les parents discutent politique avec nous, les enfants chantent l'hymne national et s'amuse avec le vieux drapeau de la Roumaine dont les armoiries communistes ont été découpées en décembre 1989.

Un rappel constant du sacrifice de nos familles, souligne Nicoleta. (Tamara ALTERESCO, <https://ici.radio-canada.ca/info/videos/media-8175282/roumanie-demons-passe>, 6 novembre 2019)

*** **

«J'avais 20 ans en Roumanie à la chute de Ceausescu»

Français d'origine roumaine, Nicolas Lecaussin est né et a grandi à Iasi. Il livre ses souvenirs de la fin du régime communiste roumain, en décembre 1989. (...) Bogdan Calinescu, qui a adopté en France le pseudonyme de Nicolas Lecaussin, a passé son enfance et son adolescence dans la Roumanie communiste. Il est aujourd'hui

directeur de l'Institut de recherches économiques et fiscales (IREF, think-tank libéral) à Paris, et auteur de nombreux essais.

J'avais vingt ans lorsque j'ai vécu l'effondrement du communisme dans ma Roumanie natale. Je l'ai vécu dans la peur, l'espoir et l'inquiétude. En 1989, dès le printemps déjà, plusieurs signes montraient que la structure totalitaire se fissurait presque partout en Europe. Les oreilles collées au vieux transistor, on arrivait à capter tant bien que mal la Radio Free Europe, surtout tard dans la nuit. Je n'oublierai jamais les yeux de mes parents remplis de larmes de bonheur à l'écoute des nouvelles venant de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Hongrie et, enfin, de la RDA.

Dans ces pays, le communisme commençait à être jeté aux poubelles de l'Histoire. Les noms de Walesa, de Michnik, de Havel, revenaient de plus en plus souvent et la rumeur des foules qui protestaient, qui descendaient dans les rues pour demander la liberté, enflait comme une grande houle.

Je n'oublierai jamais les yeux de mes parents remplis de larmes de bonheur à l'écoute des nouvelles venant de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Hongrie et, enfin, de la RDA.

Tout cela se passait ailleurs, hélas! En Roumanie, le dictateur Ceausescu ne donnait aucun signe de faiblesse. Au contraire, inéluctablement, tous les soirs à la télé (pendant presque la moitié du temps de diffusion de l'unique chaîne, de 20h à 22h), il continuait à débiter les sempiternels clichés sur la société socialiste multilatéralement développée et sur l'avenir radieux du communisme. Selon lui, tout allait de mieux en mieux dans ce pays qui souffrait de faim et de froid, où tout était rationné, la viande, le sucre, la farine (un kilo par mois), l'essence (quelques litres par mois). Ironie de l'Histoire: début octobre 1989, il était à Berlin pour commémorer la naissance de la RDA, quarante ans plus tôt et... un mois plus tard, le mur tombait!

Malgré les signes d'espoir arrivant de partout, la tension a plombé ces mois d'automne et d'hiver 1989. Parce qu'il faisait partie d'un groupe de dissidents, on avait interdit à mon père de publier le moindre article dans la presse et il a été menacé d'être mis à la porte de l'université. Lui, l'écrivain, historien et critique littéraire, n'avait plus le droit d'écrire... La Securitate avait les yeux sur nous et sur tous ceux qu'elle considérait comme les plus dangereux dans cette période «trouble». Les autorités savaient très bien ce qui se passait dans les autres pays communistes. C'était la fin mais tout le monde savait aussi que le dictateur n'allait jamais l'accepter.

On disait que l'armée tirait dans la foule à Prague ou à Varsovie et qu'elle n'hésiterait pas à le faire aussi en Roumanie, ce qui se produira d'ailleurs à Bucarest.

Les rumeurs les plus folles étaient répandues par la propagande. On disait que l'armée tirait dans la foule à Prague ou à Varsovie et qu'elle n'hésiterait pas à le faire aussi en Roumanie (ce qui se produira d'ailleurs à Timisoara et à Bucarest). On disait que les Soviétiques avaient massé des troupes à la frontière, prêtes à déferler avec des milliers de chars sur nous... Personne n'y croyait vraiment, nous savions que le régime allait tomber en Roumanie aussi mais nous redoutions par-dessus tout les réactions du fou à la tête du pays. Les jours se succédaient dans la fièvre, les bonnes nouvelles aussi... Radio Free Europe nous rendait à chaque minute plus heureux.

Nous nous endormions la peur au ventre et la joie dans l'âme. Mais, le lendemain, nous retrouvions la grisaille roumaine. Rien ne s'était passé. Le communisme s'écroulait dans tous les pays, et chez nous, le nombre de patrouilles de miliciens augmentait en ville, la propagande du Parti s'intensifiait, rendant encore pire notre déception.

Puis, soudain, tout bascula. Le 9 novembre, la chute du Mur de Berlin qui nous séparait du monde libre et nous gardait prisonniers annonce la fin du communisme en Europe.

Puis, soudain, tout bascula. Le 9 novembre, la chute du mur de Berlin qui nous séparait du monde libre en nous gardant prisonniers dans l'enfer communiste annonce la fin du communisme en Europe. En Roumanie, on n'en parle pas, nulle part, mais la tension est vive. Début décembre 1989, le pasteur Laszlo Tokes, qui officiait dans une église de Timisoara, reçut un ordre de mutation de la part des autorités. Il était considéré comme un «rebelle» pour avoir critiqué les démolitions d'églises et les destructions de villages dans la Roumanie communiste. Les fidèles se rassemblèrent autour de l'église pour le protéger, la situation dégénéra et les premiers cris fusèrent: «Jos Ceausescu!» («A bas Ceausescu!»). Nous y étions! Tout commençait, enfin, en Roumanie aussi!

Au même moment, Ceausescu était en «visite de travail» dans la République islamique d'Iran. Il rentra précipitamment à Bucarest où il décida d'organiser, le 21 décembre, contrairement aux conseils de ses acolytes, un grand meeting populaire. Sans faire allusion aux manifestations de Timisoara où l'armée avait ouvert le feu sur le peuple, il dénonça les «ingérences impérialistes dans les affaires intérieures» et les «agences internationales» qui voulaient saper les réalisations du socialisme roumain. Il promit aussi une hausse des salaires et des pensions!

Je me souviens très bien de ces moments. Je les suivais en direct à la télé. Je vois encore les mouvements de la foule et j'entends encore les slogans contre Ceausescu. Oui, c'était possible! Mon père et moi, nous sommes sortis sur le balcon pour crier notre joie. Grand risque car rien ne laissait encore présager la fin du régime. Ensuite, les événements se précipitèrent. Le dictateur fut évacué de la tribune par ses gardes du corps, le peuple descendit dans les rues de la capitale, les affrontements avec l'armée, les arrestations, les morts...

Je me suis précipité au siège du Parti communiste, nous avons mis à sac tout ce que nous y avons trouvé: les portraits du Conducator, ses bustes...

Et puis, ce jour du 22 décembre! La veille de Noël. La confusion était totale. Nous n'avions pas dormi de la nuit et nous avons pu voir, à partir de nos fenêtres, que le siège du parti était resté allumé et que des camions transportaient les archives quelque part... C'était pour les brûler. Enfin, fin de matinée, toujours le 22, l'état d'urgence fut déclaré. Panique et peur car, dans cette situation, les forces de l'ordre disposent de tous les pouvoirs. Des opposants et autres dissidents furent alors arrêtés, torturés, condamnés à mort, comme dans d'autres pays communistes. Mon père décida de quitter l'appartement, nous sommes allés nous réfugier quelques étages plus haut chez des voisins. Lesquels n'en menaient pas large non plus. Mais à peine quelques minutes plus tard, miracle sur les écrans, nous apprenions que la foule était parvenue à occuper la télévision! Le régime était tombé! Le dictateur allait être arrêté et exécuté le 24 décembre.

Juste après avoir vu ces premières images à la télé, je me suis précipité au siège du Parti communiste où plusieurs amis m'ont rejoint. Nous avons mis à sac tout ce que nous avons trouvé à l'intérieur: les portraits du Conducator, ses bustes, ses «œuvres», les «travaux écrits» du comité central, les écrits de Marx ainsi que tout ce qui pouvait rappeler le régime déchu. Comme une récompense méritée, nous avons trouvé dans les sous-sols quantité d'oranges, de bananes, de boîtes de Nescafé réservées aux apparatchiks.

C'est ainsi que l'une des pires dictatures communistes, installée en 1947 par les troupes soviétiques, facilitée par des complicités locales et des complaisances occidentales, s'est écroulée 42 ans plus tard en quelques jours. Rapide a été la chute, lourdes ont été les séquelles pendant la longue et difficile période qui a suivi. Elles se font encore sentir. (Nicolas LECAUSSIN, *Le Figaro*, vox/histoire, 6 novembre 2019)

*** **

Un musée "des horreurs du communisme" ouvrira prochainement à Bucarest

Le 25 juillet 2019, le président roumain Klaus Iohannis a promulgué une loi qui prévoit la création d'un musée qui témoignera des abus subis par la population pendant les années de la dictature communiste (1945-1989). La loi avait été approuvée par le parlement quelques jours auparavant.

Le musée devrait avoir le siège dans l'actuel Palais du Parlement à Bucarest, l'ancienne "Maison du Peuple" de Nicolae Ceausescu. Conformément à la nouvelle loi, le patrimoine du musée sera constitué de collections de pièces et de documents réalisés en collaboration avec l'Institut pour l'étude des crimes du communisme, ainsi que de concert avec d'autres institutions publiques, à partir de pièces provenant de transferts, dons ou acquisitions. L'activité du musée sera financée par des subventions du budget de l'État, par l'intermédiaire du ministère de la Culture, et par les revenus propres d'activités spécifiques, de dons et de parrainages. La date d'ouverture n'est pourtant pas certaine. Le ministère roumain de la Culture dispose de 4 mois pour rédiger un projet d'ordonnance gouvernementale qui doit être approuvé par l'exécutif pour être ensuite publié dans le journal législatif officiel du pays.

Le projet du musée semble enfin proche d'aboutir après 7 ans de tergiversations des commissions parlementaires. Une proposition législative dans ce sens avait déjà été approuvée par le Sénat en 2012 mais elle ne s'est jamais concrétisée, faute de moyens, d'après certains, ou à cause des déficiences législatives et institutionnelles, selon d'autres.

Pourtant, la création d'un musée "des horreurs du communisme" en Roumanie répondrait à un devoir de mémoire envers la population et l'histoire, sur le modèle des musées et monuments de l'Holocauste. Pendant les 45 ans de dictature communiste, les Roumains ont subi en masse des assassinats, exécutions, tortures, expropriations forcées, intimidations, harcèlements et violations de leurs droits fondamentaux. Même si – ou justement parce que – certains disent regretter cette période et d'autres disculpent la doctrine communiste, en accusant juste sa mauvaise application, un musée qui témoigne de la terreur de cette époque servira d'avertissement aux générations futures. Et il servira peut-être aussi à nous aider à mieux réfléchir sur le destin que toute idéologie extrême pourrait nous réserver... (Diana YT, *podcastjournal.net*, Bucarest, 30 juillet 2019)

*** **

Le Musée des horreurs communistes sera installé au Palais du Parlement

Un musée qui présentera les crimes, les abus et les tortures subis par le peuple roumain pendant le communisme (1945-1989) doit être créé au Palais du Parlement à Bucarest. Le 25 juillet, le président Klaus Iohannis a promulgué la loi sur la création de ce musée, appelé le Musée des horreurs communistes en Roumanie (Muzeul Ororilor

Comunismului in Romania), selon Libertatea.

L'objectif principal du musée est de collecter, d'étudier, de préserver et d'exposer les pièces de son patrimoine, conformément à la loi. Son activité est financée par le budget de l'État par l'intermédiaire du Ministère de la culture, mais aussi par les revenus propres du musée provenant d'activités spécifiques, de dons et de parrainages.

La loi dit également que ce musée sera la pièce maîtresse d'un projet plus vaste appelé "Sentier communiste", a rapporté Digi24. Plus précisément, à Bucarest, les visiteurs pourront visiter ce musée des horreurs communistes mais également d'autres bâtiments d'importance historique. De plus, au niveau national, l'itinéraire comprendra un certain nombre de bâtiments dans lesquels des institutions ou des prisons communistes ont été en activité. (*Le Petit Journal*, Bucarest, 30 juillet 2019)

La Reine Mère Hélène rentre en Roumanie

Le Chef de la Maison de Sa Majesté Margareta, la Gardienne de la Couronne Roumaine, annonce le rapatriement de la dépouille de Sa Majesté La Reine Mère Hélène de Roumanie qui est décédée le 28 novembre 1982 à Lausanne en Suisse, son pays d'accueil.

La Reine Mère Hélène de Roumanie est née princesse de Grèce et de Danemark le 20 avril 1896/ le 2 mai dans le calendrier grégorien, à 2 heures du matin, fille du Roi Constantin Ier de Grèce et de la Reine Sophie de Grèce (née Princesse de Prusse).

En 1920, elle rencontre en Suisse le Prince Charles, l'héritier de Roumanie (le futur Roi Carol II). Le 10 mars 1921, leur mariage, célébré dans la cathédrale métropolitaine d'Athènes, est confirmé par un traité international entre la Roumanie et la Grèce.

Le 25 octobre 1921, le Roi Michel Ier de Roumanie voit le jour à Foisor, l'une des résidences situées à proximité du château de Peleş, à Sinaia. Dès les premières années de sa vie, sa mère s'avère pour lui un modèle, une amie, et un fidèle soutien, surtout dans les moments les plus difficiles de sa vie, malgré les difficultés causées à la fois par le climat politique et par la vie dissolue de Carol II. L'infidélité de Carol II remet en cause leur vie de couple et mène, malgré les demandes d'Hélène, à leur divorce, prononcé le 21 juin 1928, à Bucarest.

Après l'exil en Italie (dès 1932), imposé par Carol II et après l'abdication de celui-ci, Hélène regagne la Roumanie le 14 septembre 1940, où l'actuel roi, Michel, lui réserve un accueil chaleureux, lui attribuant les titres de MAJESTÉ ET DE REINE MÈRE.

En parlant de sa personnalité, l'écrivain Eugène Ionesco disait: «La Reine a toujours été un exemple de dignité et d'honneur, même dans les moments les plus troubles de notre histoire.» Pendant la guerre, elle a joué un rôle social actif en organisant des collectes, de l'aide et une assistance médicale.

Dans l'histoire de la Roumanie, le nom de la Reine Mère Hélène se rattache entre autres au salut des Juifs durant les années troubles de la Deuxième Guerre mondiale. Son rôle a été essentiel dans la sauvegarde de la vie de concitoyens roumains de religion juive. Le Grand Rabbin de Genève, le docteur Alexandru Safran, affirmait à l'époque: «Dans les cieux, son âme généreuse restera à jamais aux côtés des Justes.» Sa détermination allait être reconnue plus tard, par les autorités israéliennes qui lui ont remis post-mortem le titre de «JUSTE PARMI LES NATIONS».

En janvier 1948, après l'abdication forcée du Roi Michel Ier le 30 décembre 1947, la Reine Mère allait se voir contrainte de quitter pour

toujours la Roumanie. Son unique consolation: rester à côté de son fils jusqu'à la fin de ses jours, un souhait qu'elle a vu s'accomplir. Un service religieux célébré à la mémoire de la Reine Mère Hélène aura lieu ce jeudi 17 octobre 2019, à midi, à la Chapelle Orthodoxe Roumaine de Lausanne, avenue Frédéric-César-de-la-Harpe nr. 2A. Nous souhaitons que toutes les fleurs apportées soient blanches. (Dans la rubrique nécrologique, *Le Temps*, Lausanne, 14 octobre 2019)

*** **

La dépouille de la reine mère Hélène de retour en Roumanie

La dépouille de la reine mère Hélène, "Juste parmi les Nations" pour avoir sauvé des Juifs pendant la Seconde guerre mondiale, a été rapatriée vendredi en Roumanie. Elle y reposera aux côtés des siens, 37 ans après sa mort en Suisse.

Hélène avait été contrainte de quitter la Roumanie début 1948, en même temps que son fils le roi Michel, obligé d'abdiquer après l'arrivée des communistes au pouvoir et l'instauration d'une "république populaire". Elle était morte en Suisse en 1982 et reposait au cimetière de Lausanne.

L'ancienne reine mère sera inhumée samedi dans le centre de la Roumanie, en la cathédrale épiscopale et royale de Curtea de Arges (150 km au nord de Bucarest) aux côtés notamment de Michel, mort en 2017 à l'âge 96 ans, et de l'ex-roi Carol II, dont elle avait divorcé en 1928.

"Acte de réparation historique"

Se félicitant d'un "acte de réparation historique", le président roumain Klaus Iohannis a rendu hommage à la reine mère, "un symbole de dignité, d'honneur et de courage", qui s'est "attelée à sauver les Juifs et les Roms persécutés et maltraités" durant la guerre, alors que la Roumanie était dirigée par le maréchal pro-nazi Ion Antonescu.

Fille du roi Constantin Ier de Grèce, née en 1896, Hélène s'est efforcée d'intervenir en faveur des Juifs roumains que le régime d'Antonescu opprimait. En 1993, elle a été faite "Juste parmi les Nations" par Israël pour avoir "sauvé la vie" à des milliers d'entre eux envoyés dans des camps de détention en Transnistrie, entre la Moldavie et l'Ukraine.

Elle avait contribué à leur faire acheminer une aide médicale et matérielle. Elle avait aussi exhorté son fil, le roi Michel, à intervenir pour stopper les déportations, même si ce dernier ne jouait qu'un rôle protocolaire sous le régime Antonescu, selon le récit d'un responsable allemand cité par le site du mémorial de Yad Vashem.

Entre 280'000 et 380'000 Juifs roumains et ukrainiens ainsi que 11'000 Roms sont morts sous la dictature d'Antonescu entre 1940 et 1944, selon le rapport d'une commission d'experts dirigée par le Prix Nobel de la Paix Elie Wiesel. La Roumanie avait longtemps rejeté sur l'Allemagne nazie toute la responsabilité de ces massacres. (ATS, AFP, *La Liberté*, Fribourg, 18 octobre 2019)

Les forêts de Roumanie

De nouvelles mesures demandées pour protéger les forêts roumaines

Les ONG écologistes Agent Green, ClientEarth et EuroNatur ont déposé plainte auprès de la Commission européenne contre les autorités roumaines pour «destruction systématique et délibérée de forêts séculaires dans les zones naturelles protégées de Roumanie,

qui constituent les deux tiers des forêts vierges de l'Union européenne (hors Scandinavie) », selon un communiqué de presse.

Les organisations affirment que la société forestière publique roumaine Romsilva mène des opérations d'exploitation forestière dans les zones protégées Natura 2000 sans analyse appropriée de l'impact sur ces sites.

«Dans de nombreux cas, les études d'impact sur l'environnement pertinentes, qui devraient être effectuées au moment de la planification de l'exploitation forestière, ont lieu des années après l'abattage ou pas du tout», ont déclaré les défenseurs de l'environnement dans leur communiqué de presse.

L'agent Green a même poursuivi Romsilva devant les tribunaux, demandant l'annulation des accords forestiers appliqués avant de mener à bien les procédures d'évaluation environnementale.

«Depuis 12 ans que nous avons rejoint l'UE, des arbres sont coupés dans des zones protégées conformément à certains plans opérationnels pour lesquels aucune évaluation d'impact environnemental n'a été réalisée. Mais Romsilva fait valoir que la législation roumaine le permet, refusant de reconnaître que la biodiversité dans les zones protégées est en danger et le ministère de l'Environnement le tolère. Il est temps que la Commission européenne intervienne », a déclaré Gabriel Paun, président de l'agent Green.

Romsilva gère 22 des 29 parcs nationaux et naturels de Roumanie. Toutes ces zones font partie du réseau européen Natura 2000 et relèvent des dispositions des directives Habitats et oiseaux. Cependant, les ONG citent des experts juridiques qui affirment que les forêts domaniales ne respectent souvent pas les exigences légales de l'UE en matière de protection de ces zones.

«Si la violation de la législation européenne en Roumanie est autorisée à se poursuivre sans aucune conséquence, l'ensemble du système Natura 2000 est affaibli. Le drame en cours sur la conservation de la nature en Roumanie est l'une des crises environnementales les plus pressantes en Europe, mais il est encore largement méconnu », a déclaré Gabriel Schwaderer, directeur exécutif d'EuroNatur.

Suite à une plainte similaire déposée par Client Earth en 2018, la Cour de justice des Communautés européennes a ordonné à la Pologne de verser 100 000 EUR par jour jusqu'à l'arrêt des compressions dans le parc national de Bialowieza, selon le même communiqué de presse. (Grégory RATEAU, *Le Petit Journal*, Bucarest, 13 septembre 2019)

*** **

En Roumanie, la mafia des forêts a tué deux personnes en un mois

Un garde forestier roumain a été abattu d'une balle de fusil alors qu'il avait été appelé pour mettre un terme à une exploitation forestière illégale, nous apprenait la BBC le 21 octobre. Liviu Pop est le second garde forestier à être tué en à peine un mois.

Les forêts roumaines sont parmi les plus anciennes d'Europe, et leurs écosystèmes qui abritent encore ours, loups, lynx et chats sauvages sont aussi rares que précieux. Mais elles sont régulièrement pillées par une mafia des forêts, des voleurs de bois aux méthodes de plus en plus violentes, comme le prouve l'assassinat de Liviu Pop, le second du genre en quelques semaines.

Ce garde forestier avait été appelé pour un cas présumé de vol de bois dans la région des Maramures, dans le nord du pays, lorsque

ses collègues qui ne le voyaient pas revenir ont commencé à s'inquiéter. Le corps sans vie du père de trois enfants a été retrouvé mercredi 16 octobre au soir. Si une enquête a été ouverte, la police n'a encore aucune piste.

Le mois dernier, c'est Raducu Gorcioaia, 50 ans, qui avait été exécuté à la hache pour s'être opposé à des voleurs de bois dans le district forestier de Pascani, dans le nord-est du pays.

La société publique de gestion des forêts roumaines Romsilva a fermement condamné ces dernières attaques et cité un nombre alarmant d'incidents : 16 ouvriers forestiers ont déjà été attaqués cette année par des voleurs de bois, et six sont décédés au cours des dernières années. La déforestation est un fléau dans ce pays de l'est de l'Europe : Greenpeace Romania estime les pertes à trois hectares de forêt par heure. (Adrien GINGOLD, *ulyces.co/news/*, 23 octobre 2019)

*** **

Roumanie. Deux gardes forestiers tués pour avoir voulu sauver la forêt

En Roumanie, l'assassinat d'un deuxième garde forestier en un mois ravive la polémique autour du trafic de bois, dans un pays où 20 000 ha de forêts ont été classés au patrimoine mondial de l'humanité.

Liviu Pop, employé depuis sept ans par les Services de forêts de Strâmbu Baiut, dans les Maramures, dans le nord de la Roumanie, a été tué le week-end dernier, alors qu'il essayait d'empêcher une coupe de bois illégale. Le garde forestier, âgé de 30 ans et père de trois enfants, a été abattu avec sa propre arme. Ses agresseurs sont introuvables. Le trafic de bois tue en Roumanie. Ce pays a perdu, en une décennie, la moitié de ses forêts primaires. En septembre, un autre garde forestier est mort en tentant d'arrêter trois hommes en flagrant délit.

La Régie nationale des forêts (Romsilva) déplore 185 agressions sur son personnel depuis 2014, dont six mortelles. Sans parler des violences à l'encontre des défenseurs de l'environnement, eux aussi pris à partie. Le problème des coupes illégales devient ingérable pour Romsilva qui administre la moitié des forêts publiques et fournit des services pour une partie des forêts privées. Greenpeace fait état de trente-quatre coupes illégales par heure dans le pays. Des chiffres en augmentation selon l'ONG, qui dénonce un système mafieux.

Les fusils de chasse autorisés ?

Le 3 novembre, une « Marche pour les forêts » sera organisée en soutien aux gardes forestiers. Romsilva envisage de les autoriser à utiliser leurs fusils de chasse, en cas de vol de bois.

Une erreur pour les ONG qui recommandent plutôt aux autorités de moderniser le système de surveillance du bois, en utilisant des caméras et un GPS sur chaque transport. Sans oublier la constitution d'un registre électronique pour les dépôts de bois. Une plainte a été déposée auprès de la Commission européenne, en septembre, contre le gouvernement roumain pour sa gestion du problème. (Benjamin RIBOUT, *Ouest-France*, Rennes, 24 octobre 2019)

*** **

Chaque année, 20 millions de mètres cubes de bois sont coupés illégalement en Roumanie - Le ministre de l'Environnement confirme!

Costel Alexe, ministre de l'Environnement, de l'Eau et des Forêts, a annoncé vendredi qu'en Roumanie, environ 38,6 millions de mètres cubes de bois ont été coupés en un an, dont 20 millions de plus que les chiffres officiels. En d'autres termes, 20 millions de mètres cubes de bois coupé illégalement, c'est le scénario le plus noir des activistes écologistes.

"La première chose que je voulais voir quand je suis arrivé au ministère était le rapport de l'inventaire forestier national. Je connaissais le sujet grâce aux discussions de la Commission de l'environnement de la Chambre et aux articles de presse, mais j'étais curieux de voir la version officielle. J'y ai trouvé des chiffres choquants, tellement choquants qu'il m'était difficile de les croire en première lecture. J'ai appelé M. Marin Gheorghe, responsable de l'IFN, pour m'expliquer au ministère comment se déroulait exactement le processus de documentation, quelles étaient les techniques utilisées, quels étaient les indicateurs, et après avoir écouté toutes les explications, je vous ai dit accepter ce rapport dans son intégralité. Les données y sont réelles », a déclaré Costel Alexe, selon un communiqué de presse. La différence entre 18,5 millions de mètres cubes et 38,6 millions de mètres cubes représente des coupes non autorisées. Aujourd'hui, nous avons les plus gros problèmes de coupe non autorisée dans les forêts de propriété privée, puis dans les forêts des pouvoirs publics locaux et, en troisième lieu, dans les forêts gérées par RNP Romsilva », a déclaré Alexe, écrit *g4media.ro*.

Faisant référence au système de suivi des matériaux en bois - SUMAL, le ministre Costel Alexe a déclaré qu'il assisterait à une réunion avec STS au cours de laquelle il discutera des moyens d'accélérer la mise en œuvre de ce système (ressources humaines, matériaux, logistique): " J'ai catégoriquement refusé l'échéance de juillet 2020 pour la mise en service de SUMAL! Nous avons doublé les ressources humaines et la logistique et j'espère que nous pourrions le rendre opérationnel d'ici le début de l'année prochaine. Nous avons trouvé les ressources financières nécessaires pour pouvoir accéder aux cartes satellites à une très bonne résolution. Deux fois la zone traversée, le ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, tous les intervenants, les facultés de foresterie et tous les citoyens de Roumanie ont accès à eux. De plus, je pense que suite au développement de SUMAL, l'inspecteur forestier aura un degré d'accessibilité de la part de la population, si élevé que nous pourrions enrayer ce fléau ».

Arrière-plan. En octobre, des militants écologistes ont fermement rejeté les affirmations du chef Romsilva, qui affirme que seuls 50 000 mètres cubes de forêt sont coupés illégalement chaque année. "Les données dont nous disposons sur l'exploitation forestière illégale entre 8,8 et 20 millions de mètres cubes par an", a déclaré Ciprian Gălușcă, coordinateur des campagnes de Greenpeace Roumanie sur la foresterie et la biodiversité. (RAZVAN, *secretele.com*, 23 novembre 2019)

*** **



Le prochain numéro du Réseau paraîtra en avril 2020. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 mars au plus tard. Merci !